

**Bill 51**

**Government Bill**

**Projet de loi 51**

**Projet de loi du gouvernement**

---

5<sup>th</sup> Session, 39<sup>th</sup> Legislature,  
Manitoba,  
60 Elizabeth II, 2011

---

---

5<sup>e</sup> session, 39<sup>e</sup> législature,  
Manitoba,  
60 Elizabeth II, 2011

---

**BILL 51**

**PROJET DE LOI 51**

**THE BUDGET IMPLEMENTATION AND TAX  
STATUTES AMENDMENT ACT, 2011**

**LOI D'EXÉCUTION DU BUDGET DE 2011 ET  
MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS  
LÉGISLATIVES EN MATIÈRE DE FISCALITÉ**

Honourable Ms. Wowchuk

M<sup>me</sup> la ministre Wowchuk

---

First Reading / Première lecture : \_\_\_\_\_

Second Reading / Deuxième lecture : \_\_\_\_\_

Committee / Comité : \_\_\_\_\_

Concurrence and Third Reading / Approbation et troisième lecture : \_\_\_\_\_

Royal Assent / Date de sanction : \_\_\_\_\_

---

## EXPLANATORY NOTE

---

This Bill implements measures in the 2011 Manitoba Budget, and makes various other amendments to tax and financial legislation.

### BUDGET MEASURES

Tax measures announced in the Budget and implemented by this Bill include the following:

#### CORPORATION CAPITAL TAX

- exempting from corporation capital tax a bank, loan corporation, trust corporation or trust and loan corporation with less than \$4 billion of taxable paid up capital (s. 3)

#### INCOME TAX

- increasing personal income tax credits by increasing the basic personal amount, the spousal amount and the eligible dependant amount (s. 15(1) to (3))
- providing a new children's arts and cultural activity tax credit (s. 14(1) and 15(5))
- increasing education property tax credits (s. 16)
- increasing the primary caregiver tax credit (s. 17(2))
- expanding and clarifying the fertility treatment tax credit (s. 18)
- extending the manufacturing investment tax credit and enabling a taxpayer to renounce the credit (s. 20)
- providing a new "Neighbourhoods Alive!" tax credit for corporations that contribute to the development of new social enterprises (s. 23)
- extending the co-op education and apprenticeship tax credits (s. 24(1))
- extending the odour-control tax credit and enabling a taxpayer to renounce the credit (s. 25(1)(b) and 25(5))

## NOTE EXPLICATIVE

---

Le présent projet de loi permet la mise en œuvre des mesures prévues dans le budget de 2011 du Manitoba et apporte diverses autres modifications à des lois fiscales et financières.

### MESURES BUDGÉTAIRES

Sont indiquées ci-dessous certaines des modifications visant à mettre en œuvre les mesures fiscales annoncées dans le budget.

#### IMPÔT SUR LE CAPITAL DES CORPORATIONS

- Les banques, les corporations de prêts, les corporations de fiducie ainsi que les corporations de fiducie et de prêts ayant un capital versé imposable inférieur à quatre milliards de dollars sont exemptées de l'impôt sur le capital des corporations (art. 3).

#### IMPÔT SUR LE REVENU

- Les crédits d'impôt personnels sont rehaussés en raison de l'augmentation du montant personnel de base, du montant pour conjoint et du montant pour personne à charge admissible [paragr. 15(1) à (3)].
- Un nouveau crédit d'impôt pour les activités artistiques et culturelles des enfants est prévu [paragr. 14(1) et 15(5)].
- Les crédits d'impôt foncier pour l'éducation sont augmentés (art. 16).
- Le crédit d'impôt pour soignant primaire est également augmenté [paragr. 17(2)].
- Le crédit d'impôt pour les traitements contre l'infertilité est étendu et précisé (art. 18).
- Le crédit d'impôt à l'investissement dans la fabrication est prolongé et les contribuables pourront renoncer à ce crédit (art. 20).
- Un nouveau crédit d'impôt pour le renouvellement des quartiers est offert aux corporations qui contribuent à la mise sur pied de nouvelles entreprises sociales (art. 23).
- Le crédit d'impôt pour l'enseignement coopératif et l'apprentissage est prolongé [paragr. 24(1)].
- Le crédit d'impôt pour la lutte contre l'émission d'odeurs est prolongé et les contribuables pourront renoncer à ce crédit [al. 25(1)b) et paragr. 25(5)].

- increasing the green energy equipment tax credit for geothermal heat pumps, and enabling the tax credit for manufacturers to be expanded to include a credit for green energy transmission equipment (s. 26)
- extending the book publishing tax credit, expanding it to include labour costs related to the publishing of electronic books and increasing the credit for printing expenses related to books printed on paper with at least 30% recycled content (s. 27)
- providing a new cultural industries printing tax credit for printing costs incurred in the production of eligible books (s. 14(3) and 28)
- extending the mineral exploration tax credit (s. 29)
- extending the community enterprise development tax credit (s. 30)

#### RETAIL SALES TAX

- allowing tax to be applied at a daily rate, rather than a monthly rate, for temporary use of property in Manitoba for less than 16 days in a month (s. 41(2))
- exempting kiln strips used in drying lumber (s. 43(1)(b))
- expanding the exemption for straw pellets used for heating and cooking to include other biomass materials (s. 43(1)(d))
- expanding the exemptions for municipalities to include
  - flood protection services and materials (s. 43(1)(e) and (f))
  - water-softener salts for water for sale (s. 43(1)(f))

#### LAND TRANSFER TAX

- expanding the exemption for transfers between common-law partners (s. 61)

#### TOBACCO TAX

- increasing the tax rates on tobacco as announced in the Budget (s. 64)

- Le crédit d'impôt pour l'équipement d'énergie verte applicable aux pompes à chaleur géothermiques est augmenté et le crédit d'impôt pour les fabricants pourra être étendu afin d'inclure un crédit pour le matériel de transport d'énergie verte (art. 26).
- Le crédit d'impôt pour l'édition est prolongé et est élargi afin de viser également les coûts en main-d'œuvre liés à la publication de livres électroniques; de plus, le crédit applicable aux dépenses d'impression ayant trait à des livres imprimés sur du papier contenant un minimum de 30 % de matière recyclée est augmenté (art. 27).
- Un nouveau crédit d'impôt pour l'impression d'œuvres des industries culturelles est prévu à l'égard des coûts d'impression engagés dans la production de livres admissibles. [paragr. 14(3) et art. 28].
- Le crédit d'impôt relatif à l'exploration minière est prolongé (art. 29).
- Le crédit d'impôt pour l'expansion des entreprises dans les collectivités est prolongé (art. 30).

#### TAXE SUR LES VENTES AU DÉTAIL

- La taxe pourra être appliquée à un taux quotidien, plutôt qu'à un taux mensuel, pour l'utilisation temporaire de biens au Manitoba pendant moins de 16 jours au cours d'un mois [paragr. 41(2)].
- Les bandes pour séchoirs utilisées au cours du séchage du bois de construction font l'objet d'une exemption de taxe. [al. 43(1)b)].
- L'exemption relative aux granulés de paille utilisés pour le chauffage et la cuisson est étendue afin de s'appliquer aux matériaux de biomasse [al. 43(1)d)].
- Les exemptions accordées aux municipalités sont élargies afin de viser :
  - les services et les produits destinés à la protection contre les inondations [al. 43(1)e) et f)];
  - les sels adoucisseurs d'eau utilisés en vue de la vente d'eau [al. 43(1)f)].

#### TAXE SUR LES MUTATIONS DE BIENS-FONDS

- L'exemption concernant les transferts entre conjoints de fait est étendue (art. 61).

#### TAXE SUR LE TABAC

- Les taxes sur le tabac augmentent conformément à ce qui a été annoncé dans le budget (art. 64).

## SCHOOL TAX

- increasing the farmland school tax rebate to 80% (s. 73 and 74)

## EMISSIONS TAX ON COAL

- imposing a new emissions tax on coal payable by those who purchase more than one tonne of coal in a year (s. 75 and Sch. A)

## OTHER AMENDMENTS

Other amendments to tax legislation include the following:

- housekeeping amendments to *The Corporation Capital Tax Act* (s. 2 and 4)
- amendments to *The Fuel Tax Act* to define "dwelling unit" and add an exemption for bulk fuel exports (s. 6 and 7)
- amendments to *The Health and Post Secondary Education Tax Levy Act*
  - to clarify the meaning of "associated" (s. 9)
  - to clarify rules for determining whether an employer has a permanent establishment in Manitoba (s. 10)
  - to clarify the rules for determining the tax payable in respect of remuneration paid in relation to the operation of commercial trucks on interjurisdictional trips (s. 11)
- various amendments to *The Income Tax Act*, including amendments
  - to clarify the description of B in the formula for the fitness tax credit (s. 15(4))
  - in the formula for the transferable tuition and education amount, to reflect the 2009 change in the tax rate for the lowest income bracket (s. 15(6))

## TAXE SCOLAIRE

- Le remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles est porté à 80 % (art. 73 et 74).

## TAXE SUR LES ÉMISSIONS PROVENANT DU CHARBON

- Une nouvelle taxe sur les émissions provenant du charbon est imposée à ceux qui achètent plus d'une tonne de charbon au cours d'une année (art. 75 et annexe A).

## AUTRES MODIFICATIONS

Le projet de loi apporte d'autres modifications à des lois fiscales. Certaines d'entre elles sont indiquées ci-dessous.

- Des modifications d'ordre administratif sont apportées à la *Loi de l'impôt sur le capital des corporations* (art. 2 et 4).
- Des modifications sont apportées à la *Loi de la taxe sur les carburants* afin que soit défini le terme « logement » et que soit ajoutée une exemption visant les exportations de carburant en vrac (art. 6 et 7).
- Des modifications sont apportées à la *Loi de l'impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire* :
  - pour que soit précisé le sens d'« associé » (art. 9);
  - pour que soient clarifiées les règles permettant de déterminer si un employeur a un établissement permanent au Manitoba (art. 10);
  - pour que soient clarifiées les règles permettant de déterminer l'impôt à payer sur la rémunération versée relativement à la conduite de véhicules commerciaux à l'occasion de trajets interterritoriaux (art. 11).
- Diverses modifications sont apportées à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, notamment :
  - pour que soit clarifiée la description de l'élément B figurant dans la formule applicable au crédit d'impôt pour la condition physique [paragr. 15(4)];
  - en ce qui a trait à la formule applicable au montant pour frais de scolarité et pour études transférables, afin que soit reflétée la modification de 2009 concernant le taux d'imposition pour la tranche de revenu la moins élevée [paragr. 15(6)];

- to update several definitions relating to the primary caregiver tax credit (s. 17(1))
  - in the provisions for the manufacturing investment tax credit and the research and development tax credit, to properly take into account the effect of credits deducted in other years (s. 20(1)(a) and 21(1))
  - in the provisions for the co-op education and apprenticeship tax credits, to correct cross-references and repeal the provision that enables tax exempt entities to apply for a refund (s. 24(2) and (3))
  - in the provisions for the odour-control tax credit, to enact provisions previously prescribed by regulation (s. 25(1) to (3))
  - to provide a new employee share purchase tax credit for employee purchases of shares through a registered employee share ownership plan (s. 14(2) and 31)
- pour que soient actualisées plusieurs définitions ayant trait au crédit d'impôt pour soignant primaire [paragr. 17(1)];
  - en ce qui a trait aux dispositions applicables au crédit d'impôt à l'investissement dans la fabrication et au crédit d'impôt pour la recherche et le développement, afin qu'il soit tenu compte comme il se doit de l'effet des crédits déduits au cours d'autres années [al. 20(1)a) et paragr. 21(1)];
  - en ce qui a trait aux dispositions applicables au crédit d'impôt pour l'enseignement coopératif et l'apprentissage, afin que soient corrigés des renvois et que soit abrogée la disposition permettant aux entités exonérées d'impôt de demander un remboursement [paragr. 24(2) et (3)];
  - en ce qui a trait aux dispositions applicables au crédit d'impôt pour la lutte contre l'émission d'odeurs, afin que soient édictées des dispositions qui figuraient auparavant dans les règlements [paragr. 25(1) à (3)];
  - pour que soit établi un nouveau crédit d'impôt à l'achat d'actions destiné aux employés à l'égard des achats d'actions effectués dans le cadre d'un régime d'actionnariat des employés enregistré [paragr. 14(2) et art. 31].
- a repeal of three tax credit regulations that have been incorporated in *The Income Tax Act* (s. 32)
  - Sont abrogés trois règlements portant sur des crédits d'impôt et dont les dispositions ont été incluses dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (art. 32).
- various amendments to *The Retail Sales Tax Act*, including amendments
    - to expand the meaning of "closely related" (s. 40(a))
    - to allow for the retroactive application of a reduced rate for certain uses of electricity (s. 41(1))
    - respecting the tax reduction on a motor vehicle purchased within six months before or after selling another one (s. 42)
    - to clarify certain tax exemptions (s. 43(1))
    - to broaden the exemption for food and beverages sold at certain recreational camps (s. 43(2) and 45)
  - Diverses modifications sont apportées à la *Loi de la taxe sur les ventes au détail*, notamment :
    - pour que soit étendu le sens d'« étroitement liées » [al. 40a)];
    - pour que soit permise l'application rétroactive d'un taux réduit à l'égard de l'utilisation de l'électricité dans certains cas [paragr. 41(1)];
    - en ce qui a trait à la réduction de taxe applicable à un véhicule automobile acheté dans les six mois précédant ou suivant la vente d'un autre véhicule automobile (art. 42);
    - pour que soient précisées certaines exemptions de taxe [paragr. 43(1)];
    - pour que soit étendue l'exemption s'appliquant à la nourriture et aux boissons vendues dans certains camps de loisirs [paragr. 43(2) et art. 45];

- to clarify and expand the exemptions for certain services (s. 44)
  - to clarify the entitlement to a refund in respect of a manure lagoon liner (s. 46(2))
  - to include in the Act certain refund provisions that are currently set out in regulations (s. 46(4))
- pour que soient précisées et étendues les exemptions s'appliquant à certains services (art. 44);
  - pour que soit clarifié le droit à un remboursement à l'égard des revêtements de bassins à déjections [paragr. 46(2)];
  - pour que soient incluses dans la *Loi* certaines dispositions en matière de remboursement figurant dans les règlements à l'heure actuelle [paragr. 46(4)].
- various amendments to *The Tax Administration and Miscellaneous Taxes Act*, including amendments
    - respecting the designation of tax officers and the non-application of restrictions to tax officers and peace officers engaged in tax administration or enforcement (s. 48 and 49)
    - respecting the time for filing periodic returns when they are due on a weekend or a holiday (s. 50)
    - respecting permits and offences relating to the marking and stamping of tobacco products (s. 51 and 53)
    - respecting the liability of a transferee after a non-arm's length transfer of property made to avoid the payment of a tax debt (s. 55)
    - enabling a refund to be applied to the payment of an amount owing in respect of taxes, interest or penalties under any tax legislation (s. 57)
    - respecting penalties for various offences (s. 59 and 60)
  - Des modifications sont apportées à la *Loi sur l'administration des impôts et des taxes et divers impôts et taxes*, notamment :
    - en ce qui concerne la désignation d'agents du fisc et la non-application de restrictions aux agents du fisc et aux agents de la paix chargés de l'application ou de l'exécution d'une loi fiscale (art. 48 et 49);
    - en ce qui a trait au délai prévu pour le dépôt de déclarations périodiques lorsque la date d'échéance tombe une fin de semaine ou un jour férié (art. 50);
    - en ce qui concerne les licences et les infractions ayant trait au marquage et au timbrage des produits du tabac (art. 51 et 53);
    - en ce qui a trait à la responsabilité du destinataire d'un transfert de biens effectué par une personne ayant un lien de dépendance afin que soit évité le paiement d'une dette fiscale (art. 55);
    - pour qu'un remboursement puisse être affecté au paiement des taxes, des intérêts et des pénalités dus en vertu d'une loi fiscale (art. 57);
    - en ce qui concerne les peines applicables à diverses infractions (art. 59 et 60).

This Bill makes corrections to provisions in *The City of Winnipeg Charter* relating to the taxation of electricity and gas (s. 69).

Le présent projet de loi apporte des corrections aux dispositions de la *Charte de la ville de Winnipeg* concernant les taxes imposées à l'égard de l'électricité et du gaz (art. 69).

It also amends *The Enforcement of Canadian Judgments Act* to clarify its application to Canadian tax judgments (s. 70).

Il modifie également la *Loi sur l'exécution des jugements canadiens* afin que soit précisée son application aux jugements canadiens de nature fiscale (art. 70).

#### MUNICIPAL TAX AND REVENUE AMENDMENTS

This Bill amends *The Municipal Assessment Act* by adding an exemption for the conservation centre under *The Polar Bear Protection Act* (s. 71).

It also amends *The Municipal Revenue (Grants and Taxation) Act* to ensure that the amount to be included in the annual estimates of expenditure for municipal grants is not less than the greater of

- an amount determined with reference to estimated income tax revenue and estimated gasoline and motive fuel sales for the year, and
- 1/7 of the estimated retail sales tax revenue for the year (s. 34 to 36)

#### POVERTY REDUCTION STRATEGY

*The Poverty Reduction Strategy Act* requires the government to implement a long-term strategy to reduce poverty and increase social inclusion in Manitoba. The government must take the strategy into account when preparing the annual budget, and table a document in the Legislative Assembly that explains how the strategy is implemented by the budget. In addition, the government must report annually on the progress of the strategy, as measured by poverty indicators adopted by regulation (s. 76 and Sch. B).

#### MODIFICATIONS CONCERNANT LES TAXES ET LES RECETTES DES MUNICIPALITÉS

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'évaluation municipale* en ajoutant une exemption à l'égard du centre de conservation visé par la *Loi sur la protection des ours polaires* (art. 71).

Enfin, il modifie la *Loi sur les recettes des municipalités (subventions et imposition)* afin que le montant devant être inclus dans le budget annuel des dépenses à l'égard des subventions aux municipalités ne soit pas inférieur au plus élevé des montants suivants :

- un montant déterminé en fonction des recettes estimatives provenant de l'impôt sur le revenu ainsi que des ventes estimatives d'essence et de carburant moteur pour l'année;
- un septième des recettes estimatives provenant de la taxe sur les ventes au détail pour l'année (art. 34 à 36).

#### STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

En vertu de la *Loi sur la stratégie de réduction de la pauvreté*, le gouvernement est tenu de mettre en œuvre une stratégie à long terme visant à réduire la pauvreté et à favoriser l'inclusion sociale au Manitoba et d'en tenir compte au moment de l'établissement du budget annuel. Il doit également déposer à l'Assemblée législative un document indiquant comment le budget permet la réalisation de la stratégie et rédiger un rapport annuel qui fait état des progrès accomplis en la matière, ces progrès étant évalués au moyen d'indicateurs adoptés par règlement (art. 76 et annexe B).





**THE BUDGET IMPLEMENTATION AND TAX  
STATUTES AMENDMENT ACT, 2011**

**LOI D'EXÉCUTION DU BUDGET DE 2011 ET  
MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS  
LÉGISLATIVES EN MATIÈRE DE FISCALITÉ**

TABLE OF CONTENTS

TABLE DES MATIÈRES

<b>Part</b>	<b>Subject</b>	<b>Sections</b>	<b>Partie</b>	<b>Objet</b>	<b>Articles</b>
1	Corporation Capital Tax Act	1-4	1	Loi de l'impôt sur le capital des corporations	1-4
2	The Fuel Tax Act	5-7	2	Loi de la taxe sur les carburants	5-7
3	The Health and Post Secondary Education Tax Levy Act	8-12	3	Loi sur l'impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire	8-12
4	The Income Tax Act	13-32	4	Loi de l'impôt sur le revenu	13-32
5	The Municipal Revenue (Grants and Taxation) Act	33-38	5	Loi sur les recettes des municipalités (subventions et imposition)	33-38
6	The Retail Sales Tax Act	39-46	6	Loi de la taxe sur les ventes au détail	39-46
7	The Tax Administration and Miscellaneous Taxes Act	47-62	7	Loi sur l'administration des impôts et des taxes et divers impôts et taxes	47-62
8	The Tobacco Tax Act	63-68	8	Loi de la taxe sur le tabac	63-68
9	Miscellaneous provisions	69-76	9	Dispositions diverses	69-76
10	Coming into force	77	10	Entrée en vigueur	77
Sch. A	The Emissions Tax on Coal Act		Ann. A	Loi de la taxe sur les émissions provenant du charbon	
Sch. B	The Poverty Reduction Strategy Act		Ann. B	Loi sur la stratégie de réduction de la pauvreté	

**BILL 51**

**THE BUDGET IMPLEMENTATION AND TAX  
STATUTES AMENDMENT ACT, 2011**

(Assented to \_\_\_\_\_ )

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of  
the Legislative Assembly of Manitoba, enacts as  
follows:

**PART 1**

**CORPORATION CAPITAL TAX ACT**

*C.C.S.M. c. C226 amended*

*1        **The Corporation Capital Tax Act** is  
amended by this Part.*

*2        **Subsections 12(8) and (9) are repealed.***

**PROJET DE LOI 51**

**LOI D'EXÉCUTION DU BUDGET DE 2011 ET  
MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS  
LÉGISLATIVES EN MATIÈRE DE FISCALITÉ**

(Date de sanction : \_\_\_\_\_ )

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de  
l'Assemblée législative du Manitoba, édicte :

**PARTIE 1**

**LOI DE L'IMPÔT SUR LE CAPITAL  
DES CORPORATIONS**

*Modification du c. C226 de la C.P.L.M.*

*1        **La présente partie modifie la Loi de l'impôt  
sur le capital des corporations.***

*2        **Les paragraphes 12(8) et (9) sont abrogés.***

3            *The following is added after subsection 13(3):*

**Exemption for small financial institutions**

**13(4)** For fiscal years ending after April 12, 2011, no tax is payable under this Act by a bank, loan corporation, trust corporation or trust and loan corporation whose taxable paid up capital at the close of the fiscal year, as determined in accordance with subsection 8(4) or (5), as the case may be, is less than \$4,000,000,000.

4            *Subsections 14(8) and (9) are repealed.*

3            *Il est ajouté, après le paragraphe 13(3), ce qui suit :*

**Exemption accordée aux petites institutions financières**

**13(4)** Pour les exercices se terminant après le 12 avril 2011, aucun impôt n'est exigible en application de la présente loi des banques, des corporations de prêts, des corporations de fiducie ou des corporations de fiducie et de prêts dont le capital versé imposable à la clôture de l'exercice, calculé en conformité avec le paragraphe 8(4) ou (5), selon le cas, est inférieur à 4 000 000 000 \$.

4            *Les paragraphes 14(8) et (9) sont abrogés.*

## PART 2

### THE FUEL TAX ACT

*C.C.S.M. c. F192 amended*

5 *The Fuel Tax Act is amended by this Part.*

6 *Section 1 is amended by adding the following definition:*

**"dwelling unit"** means

(a) a house, apartment, suite, or separate portion of a multiple dwelling, occupied by a single family or a group of persons living as a single family or household; or

(b) an apartment block or other multiple dwelling containing not more than four apartments, suites, or other self-containing domestic establishments. (« logement »)

7 *The following is added after section 12 and before the centred heading that follows that section:*

#### **Exemption — bulk fuel exported**

**12.1** No tax is payable by a buyer of bulk fuel who

(a) exports that fuel to a jurisdiction outside Manitoba for the buyer's use in that jurisdiction or for the purpose of sale or resale in that jurisdiction;

(b) is registered with the director as an exporter of bulk fuel; and

(c) reports to the director in accordance with the regulations.

## PARTIE 2

### LOI DE LA TAXE SUR LES CARBURANTS

*Modification du c. F192 de la C.P.L.M.*

5 *La présente partie modifie la Loi de la taxe sur les carburants.*

6 *L'article 1 est modifié par adjonction, en ordre alphabétique, de la définition suivante :*

« **logement** » Selon le cas :

a) maison, appartement, suite ou partie distincte d'une habitation multifamiliale qu'occupe une seule famille ou un groupe de personnes vivant comme une seule famille ou un seul ménage;

b) immeuble résidentiel ou autre habitation multifamiliale comptant au plus quatre appartements, suites ou autres établissements domestiques autonomes. ("dwelling unit")

7 *Il est ajouté, après l'article 12 mais avant l'intertitre précédant l'article 13, ce qui suit :*

#### **Exemption — carburant en vrac exporté**

**12.1** Aucune taxe n'est payable par l'acheteur de carburant en vrac qui, à la fois :

a) exporte le carburant à un endroit situé à l'extérieur du Manitoba afin de l'utiliser, de le vendre ou de le revendre à cet endroit;

b) est inscrit auprès du directeur à titre d'exportateur de carburant en vrac;

c) présente un rapport au directeur en conformité avec les règlements.

**PART 3**

**THE HEALTH AND POST SECONDARY  
EDUCATION TAX LEVY ACT**

*C.C.S.M. c. H24 amended*

8 ***The Health and Post Secondary Education Tax Levy Act is amended by this Part.***

9 *Subsection 1.1(2) is replaced with the following:*

**Meaning of "associated"**

**1.1(2)** For the purposes of this Act, two corporations are associated with each other in a year if they would be associated with each other in the year under section 256 of the *Income Tax Act* (Canada) if the references in that section to "taxation year" were read as "calendar year".

10 *Subsection 2(2) is amended*

*(a) by replacing clause (b) with the following:*

(b) an employer is deemed to have a permanent establishment in Manitoba if an employee or agent of the employer is based in Manitoba and

(i) has general authority to contract for the employer, or

(ii) has a stock of merchandise owned by the employer from which the employee or agent fills orders;

*(b) in clause (d), by adding ", or by an employee for or on behalf of an employer," after "use by an employer"; and*

**PARTIE 3**

**LOI SUR L'IMPÔT DESTINÉ  
AUX SERVICES DE SANTÉ ET À  
L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE**

*Modification du c. H24 de la C.P.L.M.*

8 ***La présente partie modifie la Loi sur l'impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire.***

9 *Le paragraphe 1.1(2) est remplacé par ce qui suit :*

**Sens d'« associé »**

**1.1(2)** Pour l'application de la présente loi, deux corporations sont associées l'une à l'autre au cours d'une année dans le cas où elles le seraient en vertu de l'article 256 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) si la mention d'« année d'imposition » figurant à cet article était remplacée par une mention d'« année civile ».

10 *Le paragraphe 2(2) est modifié :*

*a) par substitution, à l'alinéa b), de ce qui suit :*

b) un employeur est réputé avoir un établissement permanent au Manitoba si un de ses employés ou mandataires se trouve dans la province et, selon le cas :

(i) a le pouvoir général de conclure des contrats en son nom,

(ii) dispose d'un stock de marchandises lui appartenant et permettant d'exécuter des commandes;

*b) dans l'alinéa d), par substitution, à « employeur d'une quantité considérable de machines ou de matériel en un lieu donné et à quelque moment que ce soit au cours d'un mois, », de « employeur, ou par un employé agissant en son nom, d'une quantité considérable de machines ou de matériel en un lieu donné et à quelque moment que ce soit au cours d'un mois »;*

(c) by replacing clause (g) with the following:

(g) an employer with no fixed place of business is deemed to have a permanent establishment

(i) at the principal place at which the employer's business is conducted, and

(ii) at each place at which a substantial portion of the employer's business is conducted.

11 Section 3.2 is replaced with the following:

#### Definitions

3.2(1) The following definitions apply in this section.

**"commercial truck"** means a motor vehicle with a permanently attached truck or delivery body that is designed and used, alone or together with one or more trailers, for the commercial carriage of goods. (« véhicule commercial »)

**"interjurisdictional trip"** means a trip

(a) from a place in Manitoba directly to a place outside Manitoba; or

(b) from a place outside Manitoba directly to a place in Manitoba or through Manitoba to another place outside Manitoba. (« trajet interterritorial »)

**"interjurisdictional common carrier"** means an employer who pays remuneration to an employee for operating a commercial truck on an interjurisdictional trip. (« transporteur public interterritorial »)

c) par substitution, à l'alinéa g), de ce qui suit :

g) l'employeur qui n'a pas d'établissement fixe est réputé avoir un établissement permanent :

(i) à l'endroit où son entreprise est principalement exploitée,

(ii) à chaque endroit où une partie importante de son entreprise est exploitée.

11 L'article 3.2 est remplacé par ce qui suit :

#### Définitions

3.2(1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« **trajet interterritorial** » Trajet qu'effectue un employé :

a) soit d'un endroit situé au Manitoba directement à un endroit situé à l'extérieur de la province;

b) soit d'un endroit situé à l'extérieur du Manitoba directement à un endroit situé dans la province ou à un autre endroit situé à l'extérieur de celle-ci mais en passant par son territoire. ("interjurisdictional trip")

« **t r a n s p o r t e u r p u b l i c interterritorial** » Employeur qui verse une rémunération à un employé pour conduire un véhicule commercial à l'occasion d'un trajet interterritorial. ("interjurisdictional common carrier")

« **véhicule commercial** » Véhicule automobile auquel est fixée en permanence une carrosserie de camion ou de voiture de livraison et qui est conçu et utilisé, seul ou de concert avec une ou plusieurs remorques, pour le transport commercial de marchandises. ("commercial truck")

**Remuneration is \$2,500,000 or less**

**3.2(2)** Despite subsection 3(3.1.1), if the total remuneration paid by an interjurisdictional common carrier for a year is \$2,500,000 or less, the tax payable by the carrier under that subsection is the positive amount, if any, determined by the following formula:

$$\text{Tax} = 4.3\% \times [M - (\$1,250,000 \times M/R)]$$

In this formula,

M is the total remuneration paid by the carrier for the year to its employees who work only in Manitoba;

R is the total remuneration paid by the carrier for the year.

**Remuneration is more than \$2,500,000**

**3.2(3)** Despite subsection 3(3.1.1), if the total remuneration paid by an interjurisdictional common carrier for a year is greater than \$2,500,000, no tax is payable under that subsection in respect of remuneration paid by the carrier to an employee for operating a commercial truck

(a) outside Manitoba; or

(b) in Manitoba on an interjurisdictional trip during which the employee operated the truck both inside and outside Manitoba.

12 *Section 4 is replaced with the following:*

**Ceasing to have permanent establishment in Manitoba**

**4** For the purpose of section 3, remuneration paid by an employer in a month in which the employer ceases to have any permanent establishment in Manitoba does not include any remuneration paid after the date on which that cessation occurred.

**Rémunération de 2 500 000 \$ ou moins**

**3.2(2)** Malgré le paragraphe 3(3.1.1), si la rémunération totale qu'il a versée pour une année est de 2 500 000 \$ ou moins, le transporteur public interterritorial paie sous le régime de ce paragraphe un impôt correspondant au montant positif, le cas échéant, déterminé à l'aide de la formule suivante :

$$\text{Impôt} = 4,3 \% \times [M - (1\ 250\ 000 \$ \times M/R)]$$

Dans la présente formule :

M représente la rémunération totale que le transporteur a versée pour l'année à ses employés qui travaillent uniquement au Manitoba;

R représente la rémunération totale que le transporteur a versée pour l'année.

**Rémunération de plus de 2 500 000 \$**

**3.2(3)** Malgré le paragraphe 3(3.1.1), si la rémunération totale qu'il a versée pour une année excède 2 500 000 \$, le transporteur public interterritorial ne paie aucun impôt sous le régime de ce paragraphe à l'égard de la rémunération qu'il a versée à un employé pour conduire un véhicule commercial :

a) soit à l'extérieur du Manitoba;

b) soit au Manitoba à l'occasion d'un trajet interterritorial au cours duquel l'employé a conduit le véhicule à l'intérieur et à l'extérieur de la province.

12 *L'article 4 est remplacé par ce qui suit :*

**Fermeture de l'établissement permanent au Manitoba**

**4** Pour l'application de l'article 3, la rémunération que verse un employeur au cours du mois où il cesse d'avoir un établissement permanent au Manitoba exclut la rémunération versée après la date à laquelle s'est produite la cessation.

## PART 4

### THE INCOME TAX ACT

*C.C.S.M. c. I10 amended*

13 **The Income Tax Act** is amended by this Part.

14(1) *Clauses (a) to (b.1) of Rule 6 in subsection 4(1) are replaced with the following:*

(a) the total of the amounts claimed by the individual for the taxation year under the following provisions, multiplied by the percentage that applies to that year under clause 4.6(2)(a):

- (i) subsection 4.6(10) (pension income amount),
- (ii) subsection 4.6(10.1) (adoption costs),
- (iii) subsections 4.6(10.2) and (10.4) (fitness tax credit),
- (iv) subsections 4.6(10.7) and (10.8) (children's arts and cultural activity tax credit);

14(2) *Clause (g) of Rule 7 in subsection 4(1) is amended*

(a) in subclause (ii), by striking out "community enterprise investment" and substituting "small business venture capital"; and

(b) by striking out "and" at the end of subclause (i), adding "and" at the end of subclause (ii) and adding the following after subclause (ii):

(iii) the individual's employee share purchase tax credit for the year determined under section 11.18;

14(3) *The following is added after clause (e) of Rule 9 in subsection 4(1):*

(f) the amount, if any, that the individual is deemed by subsection 10.4.1(1) (cultural industries printing tax credit) to have paid on account of his or her tax payable for the year.

## PARTIE 4

### LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

*Modification du c. I10 de la C.P.L.M.*

13 **La présente partie modifie la Loi de l'impôt sur le revenu.**

14(1) *Les alinéas a) à b.1) de la règle 6 figurant au paragraphe 4(1) sont remplacés par ce qui suit :*

a) le total des montants demandés par le particulier pour l'année d'imposition en vertu des dispositions indiquées ci-après, multiplié par le pourcentage s'appliquant à l'année en vertu de l'alinéa 4.6(2)a) :

- (i) le paragraphe 4.6(10),
- (ii) le paragraphe 4.6(10.1),
- (iii) les paragraphes 4.6(10.2) et (10.4),
- (iv) les paragraphes 4.6(10.7) et (10.8);

14(2) *L'alinéa g) de la règle 7 figurant au paragraphe 4(1) est modifié :*

a) dans le sous-alinéa (ii), par substitution, à « placement dans une entreprise communautaire », de « capital de risque de petites entreprises »;

b) par adjonction, après le sous-alinéa (ii), de ce qui suit :

(iii) son crédit d'impôt à l'achat d'actions destiné aux employés déterminé en vertu de l'article 11.18;

14(3) *Il est ajouté, après l'alinéa e) de la règle 9 figurant au paragraphe 4(1), ce qui suit :*

f) l'éventuel montant que le particulier est réputé, par application du paragraphe 10.4.1(1), avoir payé au titre de son impôt payable pour l'année.



15(1) Subsection 4.6(3) is amended by striking out "and" at the end of clause (d) and replacing clause (e) with the following:

- (e) \$8,134. for a taxation year ending after 2008 and before 2011;
- (f) \$8,384. for the 2011 taxation year;
- (g) \$8,634. for the 2012 taxation year;
- (h) \$8,884. for the 2013 taxation year; and
- (i) \$9,134. for a taxation year ending after 2013.

15(2) Clause 4.6(5)(e) is replaced with the following:

(e) for a taxation year ending after 2008 and before 2011, the amount determined by the following formula:

$$\$8,134. - A$$

(f) for the 2011 taxation year, the amount determined by the following formula:

$$\$8,384. - A$$

(g) for the 2012 taxation year, the amount determined by the following formula:

$$\$8,634. - A$$

(h) for the 2013 taxation year, the amount determined by the following formula:

$$\$8,884. - A$$

(i) for a taxation year ending after 2013, the amount determined by the following formula:

$$\$9,134. - A$$

15(1) L'alinéa 4.6(3)e) est remplacé par ce qui suit :

- e) 8 134 \$ pour une année d'imposition se terminant après 2008 mais avant 2011;
- f) 8 384 \$ pour l'année d'imposition 2011;
- g) 8 634 \$ pour l'année d'imposition 2012;
- h) 8 884 \$ pour l'année d'imposition 2013;
- i) 9 134 \$ pour une année d'imposition se terminant après 2013.

15(2) L'alinéa 4.6(5)e) est remplacé par ce qui suit :

e) pour une année d'imposition se terminant après 2008 mais avant 2011, le montant calculé selon la formule suivante :

$$8\ 134\ \$ - A$$

f) pour l'année d'imposition 2011, le montant calculé selon la formule suivante :

$$8\ 384\ \$ - A$$

g) pour l'année d'imposition 2012, le montant calculé selon la formule suivante :

$$8\ 634\ \$ - A$$

h) pour l'année d'imposition 2013, le montant calculé selon la formule suivante :

$$8\ 884\ \$ - A$$

i) pour une année d'imposition se terminant après 2013, le montant calculé selon la formule suivante :

$$9\ 134\ \$ - A$$

15(3) *Clause 4.6(6)(e) is replaced with the following:*

(e) for a taxation year ending after 2008 and before 2011, the amount determined by the following formula:

$$\$8,134. - A$$

(f) for the 2011 taxation year, the amount determined by the following formula:

$$\$8,384. - A$$

(g) for the 2012 taxation year, the amount determined by the following formula:

$$\$8,634. - A$$

(h) for the 2013 taxation year, the amount determined by the following formula:

$$\$8,884. - A$$

(i) for a taxation year ending after 2013, the amount determined by the following formula:

$$\$9,134. - A$$

15(4) *Clause 4.6(10.2)(b) is amended by replacing the description of B in the formula with the following:*

B is the total of all amounts each of which is

(i) an amount that relates to an expense included in A in respect of the individual for the year, and

(ii) an amount that any person is or was entitled to receive as a reimbursement, allowance or other form of assistance, other than an amount that is included in computing the income for any taxation year of that person and is not deductible in computing the taxable income of that person.

15(3) *L'alinéa 4.6(6)e) est remplacé par ce qui suit :*

e) pour une année d'imposition se terminant après 2008 mais avant 2011, le montant calculé selon la formule suivante :

$$8\ 134 \$ - A$$

f) pour l'année d'imposition 2011, le montant calculé selon la formule suivante :

$$8\ 384 \$ - A$$

g) pour l'année d'imposition 2012, le montant calculé selon la formule suivante :

$$8\ 634 \$ - A$$

h) pour l'année d'imposition 2013, le montant calculé selon la formule suivante :

$$8\ 884 \$ - A$$

i) pour une année d'imposition se terminant après 2013, le montant calculé selon la formule suivante :

$$9\ 134 \$ - A$$

15(4) *L'alinéa 4.6(10.2)b) est modifié par substitution, à la description de l'élément B de la formule, de ce qui suit :*

B représente le total des montants constituant chacun :

(i) un montant se rapportant à une dépense incluse dans la valeur de l'élément A relativement au particulier pour l'année,

(ii) un montant qu'une personne a ou avait le droit de recevoir à titre de remboursement, d'allocation ou d'autre forme d'aide, à l'exclusion d'un montant qui est inclus dans le calcul du revenu de cette personne pour une année d'imposition et qui n'est pas déductible dans le calcul de son revenu imposable.

15(5) *The following is added after subsection 4.6(10.6):*

**Children's arts and cultural activity tax credit**

**4.6(10.7)** For a taxation year ending after 2010, an individual who is resident in Manitoba at the end of the taxation year may claim, in respect of each qualifying child or qualifying disabled child of the individual, the lesser of

- (a) \$500.; and
- (b) the amount determined by the following formula:

$$A - B$$

In this formula,

A is the total of all amounts each of which is an eligible arts and cultural activity expense that was paid in the taxation year by the child or on behalf of the child by the individual or the individual's spouse or common-law partner;

B is the total of all amounts each of which is

(i) an amount that relates to an expense included in A in respect of the child for the year, and

(ii) an amount that any person is or was entitled to receive as a reimbursement, allowance or other form of assistance, other than an amount that is included in computing the income for any taxation year of that person and is not deductible in computing the taxable income of that person.

**Additional arts and cultural activity tax credit for child with disability**

**4.6(10.8)** An individual who is entitled to claim an amount under subsection (10.7) for a taxation year in respect of a qualifying disabled child may claim the additional amount of \$500. for that year if the amount determined for that year under clause (10.7)(b) in respect of that child is at least \$100.

15(5) *Il est ajouté, après le paragraphe 4.6(10.6), ce qui suit :*

**Crédit d'impôt pour les activités artistiques et culturelles des enfants**

**4.6(10.7)** Pour une année d'imposition se terminant après 2010, le particulier qui réside au Manitoba à la fin de l'année peut demander, à l'égard de chacun de ses enfants admissibles ou enfants handicapés admissibles, le moins élevé des montants suivants :

- a) 500 \$;
- b) le montant calculé selon la formule suivante :

$$A - B$$

Dans la présente formule :

A représente le total des montants constituant chacun une dépense admissible pour activités artistiques et culturelles payée au cours de l'année par l'enfant ou en son nom par le particulier ou par son conjoint ou son conjoint de fait;

B représente le total des montants constituant chacun :

(i) un montant se rapportant à une dépense incluse dans la valeur de l'élément A relativement à l'enfant pour l'année,

(ii) un montant qu'une personne a ou avait le droit de recevoir à titre de remboursement, d'allocation ou d'autre forme d'aide, à l'exclusion d'un montant qui est inclus dans le calcul du revenu de cette personne pour une année d'imposition et qui n'est pas déductible dans le calcul de son revenu imposable.

**Crédit supplémentaire d'impôt pour les activités artistiques et culturelles des enfants handicapés**

**4.6(10.8)** Le particulier qui a le droit de demander un montant en vertu du paragraphe (10.7) pour une année d'imposition à l'égard d'un enfant handicapé admissible peut demander un montant supplémentaire de 500 \$ pour cette année si le montant calculé conformément à l'alinéa (10.7)b) à l'égard de cet enfant est d'au moins 100 \$.

## Definitions

**4.6(10.9)** Subject to the regulations, the following definitions apply in subsections (10.7) to (10.9).

**"eligible activity"** means

(a) an organized activity offered by a scouting, guiding or other youth development organization (such as Scouts Canada, Girl Guides of Canada, a 4-H club or Cadets Canada); and

(b) an organized activity offered by any other organization, or a private lesson or tutoring, in any of the following fields:

- (i) leadership training,
- (ii) personal effectiveness training,
- (iii) performing arts,
- (iv) graphic arts,
- (v) language arts,
- (vi) natural sciences,
- (vii) social sciences,
- (viii) academic and medical aspects of athletics,
- (ix) environmental stewardship,
- (x) safety,
- (xi) crafts and hobbies,
- (xii) nutrition and food preparation.  
(« activité admissible »)

**"eligible arts and cultural activity expense"** in respect of a qualifying child or qualifying disabled child of an individual for a taxation year means

(a) the amount of a fee paid to a person (other than the individual's spouse or common-law partner or a person who is under 18 years of age) or partnership to the extent that the fee is attributable to the cost of registration or membership of the child in a qualifying program of arts and cultural activity provided by the person or partnership;

## Définitions

**4.6(10.9)** Sous réserve des règlements, les définitions qui suivent s'appliquent aux paragraphes (10.7) à (10.9).

**« activité admissible »**

a) Activité organisée offerte par une organisation de développement des jeunes, y compris une organisation de scouts ou de guides (telle que Scouts Canada, Guides du Canada, un cercle 4-H ou Cadets Canada);

b) activité organisée offerte par toute autre organisation, ou leçon particulière ou tutorat, dans les domaines suivants :

- (i) formation en leadership,
- (ii) formation en efficacité personnelle,
- (iii) arts de la scène,
- (iv) arts graphiques,
- (v) arts du langage,
- (vi) sciences naturelles,
- (vii) sciences sociales,
- (viii) aspects théoriques et médicaux du sport,
- (ix) gestion de l'environnement,
- (x) sécurité,
- (xi) artisanat et loisirs,
- (xii) nutrition et préparation des aliments.  
("eligible activity")

**« dépense admissible pour activités artistiques et culturelles »** En ce qui concerne l'enfant admissible ou l'enfant handicapé admissible d'un particulier pour une année d'imposition :

a) la somme versée à une personne (à l'exception du conjoint ou du conjoint de fait du particulier ou d'une personne âgée de moins de 18 ans) ou à une société en nom collectif, dans la mesure où elle est attribuable au coût d'inscription ou d'adhésion de l'enfant à un programme admissible d'activités artistiques et culturelles offert par la personne ou par la société en nom collectif;

(b) the amount of a fee paid for the child's membership in an organization, if more than 50% of the activities offered to children by the organization include time spent in an eligible activity, or, if a choice of activities is offered to the child, the child participates in an eligible activity during more than 50% of available program time; and

(c) the portion of the fee paid for a family membership in an organization that is reasonably attributable to the child, if more than 50% of the activities offered to children by the organization include time spent in an eligible activity, or, if a choice of activities is offered to the child, the child participates in an eligible activity during more than 50% of the available program time;

but does not include any portion of the fee that

(d) is attributable to the cost of accommodation, travel, food or beverages;

(e) is an eligible fitness expense as defined in subsection (10.3);

(f) is deductible in computing any person's income for any taxation year; or

(g) is included in computing the amount of a tax credit (other than the credit under subsection (7)) of any person for any taxation year. (« dépense admissible pour activités artistiques et culturelles »)

**"qualifying child"** of an individual for a taxation year means a child of the individual who is under 16 years of age at the beginning of the taxation year. (« enfant admissible »)

**"qualifying disabled child"** of an individual for a taxation year means a child of the individual

(a) who is under 18 years of age at the beginning of the taxation year; and

(b) in respect of whom an amount is deductible under section 118.3 of the federal Act in computing any person's tax payable for the taxation year. (« enfant handicapé admissible »)

b) la somme versée pour l'adhésion de l'enfant à une organisation, si plus de 50 % du temps consacré à des activités offertes aux enfants par l'organisation vise une activité admissible, ou, si un choix d'activités est offert à l'enfant, celui-ci participe à une activité admissible pendant plus de 50 % du temps de programme;

c) la partie de la somme versée pour une adhésion familiale à une organisation qui est raisonnablement attribuable à l'enfant, si plus de 50 % du temps consacré à des activités offertes aux enfants par l'organisation vise une activité admissible, ou, si un choix d'activités est offert à l'enfant, celui-ci participe à une activité admissible pendant plus de 50 % du temps de programme.

La présente définition exclut toute partie de la somme qui :

d) est attribuable au coût de l'hébergement, des déplacements, des aliments et des boissons;

e) constitue une dépense admissible pour activités physiques au sens du paragraphe (10.3);

f) est déductible dans le calcul du revenu d'une personne pour une année d'imposition;

g) est incluse dans le calcul du montant d'un crédit d'impôt [à l'exclusion du crédit visé au paragraphe (7)] d'une personne pour une année d'imposition. ("eligible arts and cultural activity expense")

« **enfant admissible** » Enfant d'un particulier qui est âgé de moins de 16 ans au début de l'année d'imposition. ("qualifying child")

« **enfant handicapé admissible** » Enfant d'un particulier :

a) qui est âgé de moins de 18 ans au début de l'année d'imposition;

b) à l'égard duquel un montant est déductible en vertu de l'article 118.3 de la loi fédérale dans le calcul de l'impôt qu'une personne doit payer pour l'année d'imposition. ("qualifying disabled child")

**"qualifying program of arts and cultural activity"** means a regular series of planned and supervised activities that

- (a) is likely to contribute to the development and use of creativity or expertise in academic or intellectual skills, in culture or the arts, in languages or heritage, in wilderness and the natural environment, or in interpersonal interaction among children;
- (b) does not promote illegal activity;
- (c) is supervised and safe and suitable for children of the age-group for which it is offered;
- (d) is not part of a school curriculum; and
- (e) either
  - (i) engages the child in an eligible activity for a minimum of eight consecutive weeks, or
  - (ii) is delivered as a camp program for a minimum of five consecutive days. (« programme admissible d'activités artistiques et culturelles »)

#### **Regulations**

**4.6(10.10)** For the purpose of subsections (10.7) to (10.9), the Lieutenant Governor in Council may make regulations

- (a) respecting the issuance of receipts, the maintenance of books and records, and the provision of information or access to information, for the purpose of verifying the validity of a claim for a tax credit;
- (b) in order to harmonize the children's arts and cultural activity tax credit with any similar credit under the federal Act or under an income tax statute of an agreeing province,
  - (i) limiting or expanding the types of expenses that may be included in determining the tax credit under subsection (10.7), and
  - (ii) extending or limiting the meaning of any term defined in subsection (10.9);

**« programme admissible d'activités artistiques et culturelles »** Série régulière d'activités planifiées et supervisées qui :

- a) sont susceptibles de contribuer au développement et à l'utilisation de la créativité ou de l'expertise dans des activités scolaires, intellectuelles, culturelles, artistiques ou linguistiques ou dans celles consacrées au patrimoine, aux milieux sauvages, à l'environnement naturel ou aux relations interpersonnelles entre enfants;
- b) n'encouragent pas les activités illégales;
- c) sont supervisées, sécuritaires et conviennent aux enfants du groupe d'âge auquel elles sont offertes;
- d) ne s'inscrivent pas dans un programme scolaire;
- e) selon le cas :
  - (i) permettent à l'enfant de participer à une activité admissible pendant un minimum de huit semaines consécutives,
  - (ii) sont offertes dans le cadre d'un programme de camp durant au moins cinq jours consécutifs. ("qualifying program of arts and cultural activity")

#### **Règlements**

**4.6(10.10)** Pour l'application des paragraphes (10.7) à (10.9), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prendre des mesures concernant la délivrance de reçus, la tenue de livres et de documents ainsi que la communication de renseignements ou l'accès à ceux-ci afin que soit vérifiée la validité d'une demande de crédit d'impôt;
- b) harmoniser le crédit d'impôt pour les activités artistiques et culturelles des enfants avec un crédit semblable offert sous le régime de la loi fédérale ou d'une loi de l'impôt sur le revenu d'une province participante :
  - (i) limitant ou augmentant les types de dépenses qui peuvent être incluses aux fins de la détermination du crédit d'impôt visé au paragraphe (10.7),
  - (ii) étendant ou restreignant le sens de tout terme défini au paragraphe (10.9);

(c) respecting any other matter that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable for the administration of the tax credits under subsections (10.7) and (10.8).

c) prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire ou souhaitable pour l'application des crédits d'impôt visés aux paragraphes (10.7) et (10.8).

15(6) *Subsection 4.6(14.1) is amended*

15(6) *Le paragraphe 4.6(14.1) est modifié :*

(a) *by replacing the formula with the following:*

a) *par substitution, à la formule, de ce qui suit :*

A – B/P

A – B/P

(b) *by replacing the description of A in the formula with the following:*

b) *par substitution, à la description de l'élément A de la formule, de ce qui suit :*

A is the lesser of \$5,000. and the individual's tuition and education amount for the year under subsection (14);

A représente 5 000 \$ ou, s'il est moins élevé, le montant pour frais de scolarité et pour études du particulier pour l'année, déterminé en vertu du paragraphe (14);

15(7) *Subsection 4.6(20) is amended*

15(7) *Le paragraphe 4.6(20) est modifié :*

(a) *in clause (e), by striking out "(10.2) or (10.4)" and substituting "(10.2), (10.4), (10.7) or (10.8)"; and*

a) *dans l'alinéa e), par substitution, à « (10.2) ou (10.4) », de « (10.2), (10.4), (10.7) ou (10.8) »;*

(b) *in subclauses (l)(i) and (q)(i), by adding "(10.7), (10.8)," after "(10.4),".*

b) *dans les sous-alinéas l)(i) et q)(i), par adjonction, après « (10.4) », de « (10.7), (10.8) ».*

16 *Subsections 5.4(3) and (4) are replaced with the following:*

16 *Les paragraphes 5.4(3) et (4) sont remplacés par ce qui suit :*

#### **Education property tax credit**

**5.4(3)** The education property tax credit for a taxation year after 2010 at the end of which the individual is less than 65 years old is the amount, if any, by which

#### **Crédit d'impôt foncier pour l'éducation**

**5.4(3)** Le crédit d'impôt foncier pour l'éducation pour une année d'imposition postérieure à 2010 à la fin de laquelle le particulier est âgé de moins de 65 ans correspond à l'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa a) sur le total visé à l'alinéa b) :

(a) the lesser of \$700. and the individual's occupancy cost for the year;

a) 700 \$ ou, s'il est moins élevé, le coût d'habitation qu'assume le particulier pour l'année;

exceeds

(b) the total of all amounts each of which is the municipal tax reduction given in respect of a principal residence of the individual for the year or a part of the year.

b) le total des montants représentant chacun la réduction de taxes municipales dont fait l'objet la résidence principale du particulier pour l'année ou une partie de l'année.

### **Education property tax credit for seniors**

**5.4(4)** Subject to subsection (5), the education property tax credit for a taxation year after 2010 at the end of which the individual is at least 65 years is the amount, if any, by which

(a) the lesser of

(i) the amount by which \$1,100. exceeds the lesser of \$400. and 1% of the individual's family income for the year, and

(ii) the individual's occupancy cost for the year;

exceeds

(b) the total of all amounts each of which is the municipal tax reduction given in respect of a principal residence of the individual for the year or a part of the year.

### **Transitional adjustments for 2011 and 2012**

**5.4(5)** When applying subsection (4) to the 2011 and 2012 taxation years, the references in subclause (a)(i) to "\$1,100." and "\$400." are to be read as follows:

(a) for the 2011 taxation year, as "\$950." and "\$250.", respectively;

(b) for the 2012 taxation year, as "\$1,025." and "\$325.", respectively.

*17(1) Subsection 5.11(1) is amended*

*(a) in the definition "assessing authority", by striking out everything after "recipient of services" and substituting the following:*

under any of the following programs of that department:

(a) Children's disABILITY Services, formerly called Children's Special Services;

(b) Community Living Disability Services, formerly called Supported Living.

### **Crédit d'impôt foncier pour l'éducation pour les personnes âgées**

**5.4(4)** Sous réserve du paragraphe (5), le crédit d'impôt foncier pour l'éducation pour une année d'imposition postérieure à 2010 à la fin de laquelle le particulier est âgé d'au moins 65 ans correspond à l'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa a) sur le total visé à l'alinéa b) :

a) le moins élevé des montants suivants :

(i) l'excédent de 1 100 \$ sur 400 \$ ou, s'il est moins élevé, 1 % du revenu familial du particulier pour l'année,

(ii) le coût d'habitation qu'assume le particulier pour l'année;

b) le total des montants représentant chacun la réduction de taxes municipales dont fait l'objet la résidence principale du particulier pour l'année ou une partie de l'année.

### **Rajustements transitoires pour 2011 et 2012**

**5.4(5)** Aux fins de l'application du paragraphe (4) aux années d'imposition 2011 et 2012, les mentions de « 1 100 \$ » et de « 400 \$ » figurant au sous-alinéa a)(i) sont réputées être des mentions :

a) de « 950 \$ » et de « 250 \$ », respectivement, pour l'année d'imposition 2011;

b) de « 1 025 \$ » et de « 325 \$ », respectivement, pour l'année d'imposition 2012.

*17(1) Le paragraphe 5.11(1) est modifié :*

*a) dans la définition d'« office chargé des évaluations », par substitution, au passage qui suit « reçoit des services », de ce qui suit :*

en vertu des programmes indiqués ci-après de ce ministère :

a) les Services aux enfants handicapés, auparavant appelés Programme de services spéciaux pour enfants;

b) les Services d'intégration communautaire des personnes handicapées, auparavant appelés Programme d'aide à la vie en société.



*(b) by replacing the definition "primary caregiver" with the following:*

**"primary caregiver"**, in relation to a qualified care recipient for a taxation year, means an individual who

(a) is resident in Manitoba at the end of the taxation year;

(b) without reward or compensation of any kind other than the tax credit under this section, personally provides care or supervision to the recipient;

(c) is not the spouse or common-law partner of a person who receives compensation for providing care or supervision to the recipient; and

(d) has acknowledged in writing to the assessing authority, in a form acceptable to that authority, his or her role as the recipient's sole primary caregiver. (« soignant primaire »)

*(c) by replacing subclause (b)(ii) of the definition "qualified care recipient" of the English version with the following:*

(ii) made by a health care provider and approved by an assessing authority in relation to the individual,

is assessed as requiring a level of care equivalent to level 2, 3 or 4 care under the Manitoba Home Care program.

17(2) *Subsection 5.11(2) is amended*

*(a) in the part before the formula, by striking out "2008" and substituting "2010"; and*

*(b) in the formula, by striking out "\$1,020." and substituting "\$1,275."*

18 *Section 5.13 is amended*

*(a) in the part before clause (a) of the English version, by striking out "lesser" and substituting "least";*

*b) par substitution, à la définition de « soignant primaire », de ce qui suit :*

« **soignant primaire** » Relativement à un bénéficiaire de soins admissible pour une année d'imposition, particulier qui :

a) réside au Manitoba à la fin de l'année;

b) sans récompense ni rémunération autre que le crédit d'impôt visé au présent article, fournit personnellement des soins au bénéficiaire ou le surveille lui-même;

c) n'est pas le conjoint ni le conjoint de fait d'une personne qui est rémunérée pour la fourniture de soins au bénéficiaire ou sa surveillance;

d) a reconnu par écrit devant l'office chargé des évaluations, au moyen d'une formule que celui-ci juge acceptable, son rôle à titre de soignant primaire unique à l'égard du bénéficiaire. ("primary caregiver")

*c) par substitution, au sous-alinéa b)(ii) de la définition de « qualified care recipient » figurant dans la version anglaise, de ce qui suit :*

(ii) made by a health care provider and approved by an assessing authority in relation to the individual,

is assessed as requiring a level of care equivalent to level 2, 3 or 4 care under the Manitoba Home Care program.

17(2) *Le paragraphe 5.11(2) est modifié :*

*a) dans le passage introductif, par substitution, à « 2008 », de « 2010 »;*

*b) dans la formule, par substitution, à « 1 020 \$ », de « 1 275 \$ ».*

18 *L'article 5.13 est modifié :*

*a) dans le passage introductif de la version anglaise, par substitution, à « lesser », de « least »;*

*(b) in the part of clause (b) before subclause (i), by adding ", or of the individual's spouse or common-law partner," after "individual";*

*(c) by replacing subclauses (b)(i) and (ii) with the following:*

(i) infertility treatment services (other than a procedure to reverse an elective sterilization procedure) provided to the individual or to the individual's spouse or common-law partner in Manitoba by a physician or by a clinic that provides those services in Manitoba, or

(ii) medication prescribed by a physician in Manitoba in relation to infertility treatment services described in subclause (i), whether those services are provide inside or outside Manitoba;

*(d) by adding the following after clause (b):*

(c) nil, if a claim for a credit under this section for the taxation year is made by the individual's spouse or common-law partner.

19 *The following is added after subsection 7(2):*

#### **Limitation**

**7(2.1)** For the purpose of subsection (2), the product of  $L \times (T_m/T_c)$  cannot exceed the corporation's taxable income earned in Manitoba for the taxation year.

20(1) *Subsection 7.2(2) is amended*

*(a) in the definition "investment tax credit", by striking out everything after clause (d) and substituting the following:*

exceeds the total of all amounts each of which is an amount previously deducted under subsection (1), or previously credited under subsection (1.1), in respect of an amount included under clauses (a) to (d) in determining the corporation's investment tax credit at the end of the taxation year;

*b) dans le passage introductif de l'alinéa b), par adjonction, après « du particulier », de « ou de son conjoint ou conjoint de fait »;*

*c) par substitution, aux sous-alinéas b)(i) et (ii), de ce qui suit :*

(i) pour des services de traitement contre l'infertilité — à l'exclusion d'une opération visant le rétablissement de la fécondité à la suite d'une opération de stérilisation élective — fournis au particulier ou à son conjoint ou conjoint de fait au Manitoba par un médecin ou par une clinique qui offre ces services dans la province,

(ii) pour des médicaments prescrits par un médecin au Manitoba à l'égard des services de traitement contre l'infertilité visés au sous-alinéa (i), même si ces services sont fournis à l'extérieur de la province;

*d) par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :*

c) zéro, si le conjoint ou le conjoint de fait du particulier demande le crédit visé au présent article pour l'année d'imposition.

19 *Il est ajouté, après le paragraphe 7(2), ce qui suit :*

#### **Restriction**

**7(2.1)** Pour l'application du paragraphe (2), le produit de  $L \times (T_m/T_c)$  ne peut excéder le revenu imposable que la corporation a gagné au Manitoba pour l'année d'imposition.

20(1) *Le paragraphe 7.2(2) est modifié :*

*a) dans la définition de « crédit d'impôt à l'investissement », par substitution, au passage qui suit l'alinéa d), de ce qui suit :*

sur le total de l'ensemble des montants dont chacun représente un montant précédemment déduit en vertu du paragraphe (1), ou ayant déjà fait l'objet d'un crédit en vertu du paragraphe (1.1), à l'égard d'un montant inclus en vertu des alinéas a) à d) aux fins de la détermination du crédit d'impôt à l'investissement de la corporation à la fin de l'année d'imposition.

*(b) in the part of the definition "qualified property" before clause (a), by striking out "2012" and substituting "2015".*

*b) dans le passage introductif de la définition de « biens admissibles », par substitution, à « 2012 », de « 2015 ».*

*20(2) The following is added after subsection 7.2(6):*

*20(2) Il est ajouté, après le paragraphe 7.2(6), ce qui suit :*

#### **Corporation may renounce tax credit**

**7.2(7)** A corporation may renounce its entitlement to all or any part of the portion of its investment tax credit that is attributable to qualified property acquired by it in a taxation year, but only if it does so no later than one year after the filing-due date for that taxation year.

#### **Renoncation au crédit d'impôt**

**7.2(7)** La corporation peut renoncer à son droit à la totalité ou à une partie de la fraction de son crédit d'impôt à l'investissement qui est attribuable à des biens admissibles qu'elle a acquis au cours d'une année d'imposition, pour autant qu'elle le fasse au plus tard un an après la date d'échéance de production pour cette année d'imposition.

#### **Effect of renunciation**

**7.2(8)** A corporation that renounces an amount under subsection (7) in respect of a taxation year is deemed for all purposes never to have received, to have been entitled to receive or to have had a reasonable expectation of receiving the amount.

#### **Effet de la renonciation**

**7.2(8)** La corporation qui renonce à un montant en vertu du paragraphe (7) à l'égard d'une année d'imposition est réputée n'avoir jamais reçu ce montant, n'avoir jamais eu le droit de le recevoir et ne s'être jamais raisonnablement attendue à le recevoir.

*21(1) The definition "research and development tax credit" in subsection 7.3(1) is amended by striking out everything after clause (d.1) and substituting the following:*

*21(1) La définition de « crédit d'impôt pour la recherche et le développement » figurant au paragraphe 7.3(1) est modifiée par substitution, au passage qui suit l'alinéa d.1), de ce qui suit :*

exceeds the total of all amounts each of which is an amount previously deducted under subsection (2), or previously credited under subsection (2.3), in respect of an amount included under clauses (a) to (d.1) in determining the corporation's research and development tax credit at the end of the taxation year.

sur le total de l'ensemble des montants dont chacun représente un montant précédemment déduit en vertu du paragraphe (2), ou ayant déjà fait l'objet d'un crédit en vertu du paragraphe (2.3), à l'égard d'un montant inclus en vertu des alinéas a) à d.1) aux fins de la détermination du crédit d'impôt pour la recherche et le développement de la corporation à la fin de l'année d'imposition.

*21(2) The following is added after clause 7.3(2.3)(b):*

*21(2) Il est ajouté, après l'alinéa 7.3(2.3)b), ce qui suit :*

For the purpose of clause (b), the portion of an expenditure of a trust or partnership that is included in computing the corporation's research and development tax credit is deemed to be the corporation's eligible expenditure.

Pour l'application de l'alinéa b), la partie d'une dépense d'une fiducie ou d'une société en nom collectif qui est incluse dans le calcul du crédit d'impôt pour la recherche et le développement de la corporation est réputée être la dépense admissible de celle-ci.

*21(3) Subsections 7.3(3) and (4) are amended by striking out "clause (a) or (c)" and substituting "clause (a), (a.1) or (c)".*

*21(3) Les paragraphes 7.3(3) et (4) sont modifiés par substitution, à « l'alinéa a) ou c) », de « l'alinéa a), a.1) ou c) ».*

22 Section 7.14 is replaced with the following:

**Cooperative development tax credit**

**7.14(1)** Subject to subsection (3), an eligible contributor may deduct from the tax otherwise payable by it for a taxation year an amount not exceeding the contributor's cooperative development tax credit (T) determined according to the following table based on the total of the cooperative development contributions (C) made by the contributor in that taxation year:

<b>Contributions (C)</b>	<b>Tax Credit (T)</b>
\$10,000 or less	$T = C \times 3/4$
\$10,001 to \$30,000	$T = \$7,500 + (C - \$10,000)/2$
\$30,001 to \$50,000	$T = \$17,500 + (C - \$30,000)/3$
\$50,001 or more	$T = \$24,167$

**Refundable credit**

**7.14(2)** Subject to subsection (3), if an eligible contributor's maximum tax credit for a taxation year under subsection (1), determined according to the table in that subsection, exceeds its tax otherwise payable for the year, it is deemed to have paid, on account of its tax payable for the taxation year, the amount of the excess or \$750., whichever is less.

**Proof of credit**

**7.14(3)** An eligible contributor is not entitled to a credit under this section for a taxation year unless the tax credit receipt or receipts that were issued to the contributor for that credit are

- (a) filed with the contributor's return for that year; or
- (b) if the return is filed electronically, held by the contributor and filed with the Minister of National Revenue upon request.

22 L'article 7.14 est remplacé par ce qui suit :

**Crédit d'impôt pour le développement des coopératives**

**7.14(1)** Sous réserve du paragraphe (3), le cotisant admissible peut déduire de l'impôt qu'il est par ailleurs tenu de payer pour une année d'imposition un montant n'excédant pas son crédit d'impôt pour le développement des coopératives (T) déterminé en conformité avec la table figurant ci-après en fonction du total des cotisations d'aide au développement coopératif (C) qu'il a versées au cours de l'année d'imposition :

<b>Cotisations (C)</b>	<b>Crédit d'impôt (T)</b>
10 000 \$ ou moins	$T = C \times 3/4$
de 10 001 \$ à 30 000 \$	$T = 7\,500 \$ + (C - 10\,000 \$)/2$
de 30 001 \$ à 50 000 \$	$T = 17\,500 \$ + (C - 30\,000 \$)/3$
50 001 \$ ou plus	$T = 24\,167 \$$

**Crédit remboursable**

**7.14(2)** Sous réserve du paragraphe (3), le cotisant admissible dont le crédit d'impôt maximal pour une année d'imposition déterminé en conformité avec la table figurant au paragraphe (1) excède l'impôt qu'il est par ailleurs tenu de payer pour l'année est réputé avoir payé au titre de l'impôt qu'il est tenu de payer pour cette année le montant de l'excédent ou 750 \$, si ce montant est inférieur.

**Preuve du crédit**

**7.14(3)** Le cotisant admissible n'a droit à un crédit en vertu du présent article pour une année d'imposition que si le ou les reçus relatifs au crédit d'impôt qui lui ont été délivrés sont :

- a) soit déposés avec sa déclaration pour cette année;
- b) soit conservés par lui et déposés sur demande auprès du ministre du Revenu national, si sa déclaration est produite électroniquement.

### **Unused credit deductible in other years**

**7.14(4)** If an eligible contributor's maximum credit for a taxation year under subsection (1), determined according to the table in that subsection, exceeds the total of \$750. and its tax otherwise payable for that year, the contributor may apply the excess — to the extent that it has not been applied to reduce its tax otherwise payable for any taxation year — to reduce its tax payable for

- (a) any of the three preceding taxation years ending after 2009; or
- (b) any of the next 10 taxation years.

23 *The following is added after section 7.16 and before the centred heading that follows that section:*

### **"NEIGHBOURHOODS ALIVE!" TAX CREDIT**

#### **Definitions**

**7.17(1)** The following definitions apply in this section and section 7.18.

**"eligible donation"** means a gift of money that

- (a) is made by a taxable Canadian corporation to a Manitoba charity after April 12, 2011;
- (b) is deductible under paragraph 110.1(1)(a) of the federal Act in computing the donor's taxable income; and
- (c) is used by the charity or designated by the charity for its use in
  - (i) establishing and operating an eligible social enterprise, or
  - (ii) assisting another Manitoba charity controlled by it to establish and operate an eligible social enterprise. (« don admissible »)

### **Crédit inutilisé déductible au cours d'autres années**

**7.14(4)** Le contribuable admissible dont le crédit d'impôt maximal pour une année d'imposition déterminé en conformité avec la table figurant au paragraphe (1) excède le total de 750 \$ et de l'impôt qu'il est par ailleurs tenu de payer pour l'année peut affecter l'excédent — dans la mesure où il n'a pas été affecté à la réduction de l'impôt qu'il est par ailleurs tenu de payer pour une année d'imposition — à la réduction de l'impôt qu'il est tenu de payer pour :

- a) les 3 années d'imposition précédentes se terminant après 2009;
- b) les 10 années d'imposition subséquentes.

23 *Il est ajouté, après l'article 7.16 mais avant l'intertitre précédant le paragraphe 8(1), ce qui suit :*

### **CRÉDIT D'IMPÔT DU PROGRAMME QUARTIERS VIVANTS**

#### **Définitions**

**7.17(1)** Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et à l'article 7.18.

« **don admissible** » Don d'argent qui répond aux conditions suivantes :

- a) il est fait par une corporation canadienne imposable à un organisme de bienfaisance du Manitoba après le 12 avril 2011;
- b) il est déductible en vertu de l'alinéa 110.1(1)a) de la loi fédérale aux fins du calcul du revenu imposable du donateur;
- c) il est soit utilisé par l'organisme de bienfaisance pour la mise sur pied et la gestion d'une entreprise sociale admissible ou afin de permettre à un autre organisme de bienfaisance du Manitoba qu'il contrôle d'exercer ces activités à l'égard d'une entreprise sociale admissible, soit réservé à ces fins. ("eligible donation")

**"eligible service contribution"** of a corporation means a contribution of services by it, without reward or compensation of any kind, to a Manitoba charity to assist it in the establishment or operation of the eligible social enterprise supported by one or more eligible donations of the corporation. (« services admissibles »)

**"eligible social enterprise"** means a business or not-for-profit undertaking that

- (a) is carried on in Manitoba by or on behalf of a Manitoba charity;
- (b) commenced operation after April 12, 2011;
- (c) generates revenue for the charity;
- (d) in the case of a business, is a related business of the charity within the meaning of subsection 149.1(6) of the federal Act; and
- (e) employs individuals who, at the time of applying for employment, are resident in Manitoba and face multiple barriers to employment. (« entreprise sociale admissible »)

**"Manitoba charity"** means a registered charity that is resident in Manitoba or has a permanent establishment in Manitoba. (« organisme de bienfaisance du Manitoba »)

### **Barriers to employment**

**7.17(2)** For the purpose of the definition "eligible social enterprise" in subsection (1), an individual faces a barrier to employment if, at the time of applying for employment, the individual

- (a) has been out of the labour force for more than a year;
- (b) has not completed high school;
- (c) is more than 45 years old;
- (d) is receiving assistance under *The Employment and Income Assistance Act*;
- (e) has a previous criminal conviction;

**« entreprise sociale admissible »** Activité commerciale ou activité sans but lucratif qui :

- a) est exercée par ou pour un organisme de bienfaisance du Manitoba;
- b) a débuté après le 12 avril 2011;
- c) génère des revenus pour l'organisme de bienfaisance;
- d) dans le cas d'une activité commerciale, est une activité commerciale complémentaire de l'organisme de bienfaisance, au sens du paragraphe 149.1(6) de la loi fédérale;
- e) emploie des particuliers qui, au moment de leur demande d'emploi, sont des résidents du Manitoba et font face à des obstacles à l'emploi multiples. ("eligible social enterprise")

**« organisme de bienfaisance du Manitoba »** Organisme de bienfaisance enregistré qui réside au Manitoba ou a un établissement permanent dans la province. ("Manitoba charity")

**« services admissibles »** Services qu'une corporation fournit, sans récompense ni rémunération, à un organisme de bienfaisance du Manitoba afin de lui permettre de mettre sur pied ou de gérer une entreprise sociale admissible soutenue par un ou des dons admissibles de la corporation. ("eligible service contribution")

### **Obstacles à l'emploi**

**7.17(2)** Pour l'application de la définition d'« entreprise sociale admissible » figurant au paragraphe (1), un particulier fait face à un obstacle à l'emploi si, au moment où il fait une demande d'emploi :

- a) il a été absent du marché du travail pendant plus d'un an;
- b) il n'a pas terminé ses études secondaires;
- c) il est âgé de plus de 45 ans;
- d) il reçoit une aide en vertu de la *Loi sur l'aide à l'emploi et au revenu*;
- e) il a déjà fait l'objet d'une condamnation criminelle;

(f) is eligible for the disability tax credit under section 118.3 of the federal Act;

(g) is a Convention refugee, a protected person or a person in need of protection within the meaning of sections 95 to 97 of the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada);

(h) is located in a community with a population of not more than 20,000 and an unemployment rate that is, and has been for the last two years, at least 50% above the national average; or

(i) meets any other criteria prescribed by regulation.

f) il est admissible au crédit d'impôt pour déficience mentale ou physique en vertu de l'article 118.3 de la loi fédérale;

g) il est réfugié au sens de la Convention, personne protégée ou personne à protéger au sens des articles 95 à 97 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (Canada);

h) il se trouve dans une collectivité comptant une population maximale de 20 000 habitants et ayant un taux de chômage qui dépasse, et a dépassé au cours des deux dernières années, d'au moins 50 % la moyenne nationale;

i) il satisfait aux autres critères prescrits par règlement.

### **Deduction from tax payable**

**7.18(1)** A corporation may deduct from its tax otherwise payable under this Act for a taxation year that ends after 2011 an amount not exceeding its tax credit determined under subsection (2) for the year if the corporation

(a) is a taxable Canadian corporation with a permanent establishment in Manitoba;

(b) made an eligible donation to a Manitoba charity within the immediately preceding four taxation years;

(c) made an eligible service contribution in that taxation year for the benefit of the eligible social enterprise assisted by the eligible donation referred to in clause (b); and

(d) receives from the Manitoba charity to whom the eligible service contribution was provided, a receipt, in a form approved by the Minister of Finance for Manitoba, acknowledging receipt of the contribution, describing the contribution and stating when it was provided.

### **Amount of tax credit**

**7.18(2)** For the purpose of subsection (1), a corporation's tax credit for a taxation year is the lesser of

(a) \$15,000.; and

### **Déduction**

**7.18(1)** La corporation peut déduire de l'impôt qu'elle est par ailleurs tenue de payer en vertu de la présente loi pour une année d'imposition se terminant après 2011 un montant n'excédant pas son crédit d'impôt déterminé conformément au paragraphe (2) pour l'année si elle remplit les conditions suivantes :

a) elle est une corporation canadienne imposable ayant un établissement permanent au Manitoba;

b) elle a fait un don admissible à un organisme de bienfaisance du Manitoba au cours des quatre années d'imposition précédentes;

c) elle a fourni des services admissibles au cours de cette année d'imposition au profit de l'entreprise sociale admissible qui a bénéficié du don admissible visé à l'alinéa b);

d) elle obtient de l'organisme de bienfaisance du Manitoba auquel elle a fourni les services admissibles un reçu, en la forme qu'approuve le ministre des Finances du Manitoba, confirmant la réception des services, faisant état de leur nature et indiquant le moment où ils ont été fournis.

### **Montant du crédit d'impôt**

**7.18(2)** Pour l'application du paragraphe (1), le crédit d'impôt d'une corporation pour une année d'imposition correspond au moins élevé des montants suivants :

a) 15 000 \$;

(b) the amount, if any, by which

(i) an amount equal to 30% of the total eligible donations made by the corporation in the immediately preceding four taxation years,

exceeds

(ii) the total of the tax credits determined under this subsection for any preceding taxation year in respect of the eligible donations referred to in subclause (i).

#### **Carry-over of unused credit**

**7.18(3)** A corporation may deduct from its tax otherwise payable for a taxation year ending after 2011 the amount, if any, by which

(a) the total of all amounts each of which is its tax credit determined under subsection (2) for any of the immediately preceding 10 taxation years or the immediately following three taxation years;

exceeds

(b) the total of all amounts each of which is an amount deducted by the corporation under subsection (1) or this subsection in respect of the tax credits described in clause (a).

#### **Charity to file return**

**7.18(4)** Within six months after the end of the taxation year in which a Manitoba charity receives an eligible donation or an eligible service contribution in support of an eligible social enterprise, the charity must file with the Minister of Finance for Manitoba

(a) a copy of each receipt issued by it for an eligible service contribution received by it in that year; and

(b) a return of information, in a form approved by the Minister of Finance for Manitoba, that

(i) identifies and describes the enterprise,

b) l'excédent éventuel du montant visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (ii) :

(i) un montant égal à 30 % des dons admissibles totaux faits par la corporation au cours des quatre années d'imposition précédentes,

(ii) le total des crédits d'impôt calculés en conformité avec le présent paragraphe pour toute année d'imposition précédente à l'égard des dons admissibles visés au sous-alinéa (i).

#### **Report du crédit inutilisé**

**7.18(3)** La corporation peut déduire de l'impôt qu'elle est par ailleurs tenue de payer pour une année d'imposition se terminant après 2011 l'excédent éventuel du total visé à l'alinéa a) sur le total visé à l'alinéa b) :

a) le total des montants représentant chacun son crédit d'impôt calculé conformément au paragraphe (2) pour l'une des 10 années d'imposition précédentes ou l'une des 3 années d'imposition subséquentes;

b) le total des montants représentant chacun un montant déduit par la corporation en vertu du paragraphe (1) ou du présent paragraphe à l'égard des crédits d'impôt visés à l'alinéa a).

#### **Dépôt d'une déclaration de renseignements par l'organisme de bienfaisance**

**7.18(4)** Dans les six mois suivant la fin de l'année d'imposition au cours de laquelle il reçoit un don admissible ou des services admissibles à l'appui d'une entreprise sociale admissible, l'organisme de bienfaisance du Manitoba dépose auprès du ministre des Finances du Manitoba :

a) une copie de chaque reçu qu'il a délivré à l'égard d'un service admissible qui lui a été fourni au cours de l'année;

b) une déclaration de renseignements qui est remplie au moyen d'une formule approuvée par le ministre des Finances du Manitoba et qui :

(i) désigne l'entreprise tout en indiquant sa nature,



(ii) identifies each corporation that made an eligible donation or eligible service contribution in that year to support the establishment and operation of the enterprise, and describes each service contribution for which a receipt was issued in that year,

(iii) sets out the total of the eligible donations made in that year in support of the enterprise, and by whom they were made,

(iv) verifies that the service contributions have been used, and the eligible donations have been used or set aside for use, in the establishment or operation of the enterprise, and

(v) provides employment statistics for the enterprise, including the numbers of full-time and part-time employees employed in the enterprise in that year, how many of them faced multiple barriers to employment and the types of barriers faced by them.

(ii) désigne chaque corporation qui a fait un don admissible ou fourni un service admissible durant l'année afin de soutenir la mise sur pied et la gestion de l'entreprise, tout en indiquant la nature de chaque service à l'égard duquel un reçu a été délivré au cours de cette année,

(iii) fait état du total des dons admissibles effectués au cours de l'année afin que soit soutenue l'entreprise et indique leur auteur,

(iv) confirme que les services admissibles ont été utilisés pour la mise sur pied ou la gestion de l'entreprise et que les dons admissibles ont été ou seront utilisés aux mêmes fins,

(v) fournit des statistiques en matière d'emploi à l'égard de l'entreprise, notamment en indiquant le nombre d'employés à temps plein et à temps partiel qui ont travaillé dans celle-ci au cours de l'année, le nombre d'entre eux qui faisaient face à des obstacles à l'emploi multiples ainsi que les types d'obstacles qu'ils devaient affronter.

24(1) *Subsection 10.1(1) is amended*

*(a) in the definitions "qualifying graduate" and "qualifying journey person", by striking out "2012" and substituting "2015";*

*(b) in subclause (a)(ii) of the definition "qualifying period of employment", by striking out "2014" and substituting "2015"; and*

*(c) in the part of the definition "qualifying work placement" before clause (a), by striking out "2012" and substituting "2015".*

24(2) *Clauses 10.1(25)(b) and 10.1(26)(b) are amended by striking out "subsection (1)" and substituting "subsection (2)".*

24(3) *Subsections 10.1(27) and (28) are repealed.*

24(1) *Le paragraphe 10.1(1) est modifié :*

*a) dans les définitions de « compagnon admissible » et de « diplômé admissible », par substitution, à « 2012 », de « 2015 »;*

*b) dans le sous-alinéa a)(ii) de la définition de « période d'emploi admissible », par substitution, à « 2014 », de « 2015 »;*

*c) dans le passage introductif de la définition de « stage en milieu de travail admissible », par substitution, à « 2012 », de « 2015 ».*

24(2) *Les paragraphes 10.1(25) et 10.1(26) sont modifiés par substitution, à « paragraphe (1) », de « paragraphe (2) ».*

24(3) *Les paragraphes 10.1(27) et (28) sont abrogés.*

25(1) Subsection 10.2(2) is amended

(a) by adding the following definitions:

**"eligible equipment"** means any of the following types of equipment, if it is used by the taxpayer for the purpose of preventing, eliminating or significantly reducing odour that arises — or without the use of the equipment would arise — from organic waste used or created in the course of the taxpayer's business in Manitoba:

- (a) a straw cannon;
- (b) a sewage lagoon cover or seal;
- (c) biofiltering equipment;
- (d) a storage tank or container for organic waste;
- (e) spraying equipment for aerobic or anaerobic treatment of organic waste;
- (f) a soil injector for a manure spreader.  
(« matériel admissible »)

**"organic waste"** means a waste by-product, such as refuse or sewage, that consists of carbon compounds derived from living organisms.  
(« déchets organiques »)

(b) in the definition "eligible expenditure",

(i) in clause (a), by striking out "prescribed by regulation" and substituting "an item of eligible equipment", and

(ii) in clauses (b) and (c), by striking out "2012" and substituting "2015".

25(2) Subsection 10.2(2.1) is amended by adding the following after clause (b):

(b.1) no amount shall be included in respect of

(i) equipment used for monitoring or testing for odours,

25(1) Le paragraphe 10.2(2) est modifié :

a) par adjonction, en ordre alphabétique, des définitions suivantes :

« **déchets organiques** » Produit dérivé de déchets, telles les ordures ménagères et les eaux usées, qui consiste en composés du carbone provenant d'organismes vivants. ("organic waste")

« **matériel admissible** » Les types indiqués ci-après de matériel, si le contribuable s'en sert afin de prévenir, d'éliminer ou de réduire grandement les odeurs qui proviennent de déchets organiques utilisés ou créés au cours de l'exploitation de son entreprise au Manitoba ou qui en proviendraient s'il ne s'en servait pas :

- a) canon à paille;
- b) couvercle ou matériel de scellement d'un bassin de stabilisation des eaux usées;
- c) matériel de biofiltration;
- d) réservoir ou conteneur de stockage destiné aux déchets organiques;
- e) matériel de pulvérisation pour le traitement aérobie ou anaérobie des déchets organiques;
- f) pal injecteur pour épandeur de déjections.  
(**"eligible equipment"**)

b) dans la définition de « dépenses admissibles » :

(i) par substitution, à « est prescrit par règlement », de « constitue du matériel admissible », dans l'alinéa a),

(ii) par substitution, à « 2012 », de « 2015 », dans les alinéas b) et c).

25(2) Le paragraphe 10.2(2.1) est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

b.1) aucun montant n'est inclus à l'égard :

(i) du matériel utilisé aux fins de la surveillance des odeurs ou de l'exécution d'analyses permettant de déterminer leur présence,

(ii) equipment, other than a soil injection manure spreader, used for transmitting or transporting organic waste or odours, or

(iii) equipment used primarily to prevent, reduce or eliminate air pollution or water pollution;

(ii) du matériel, à l'exception d'un épandeur de déjections par injection dans le sol, utilisé aux fins de la transmission ou du transport des déchets organiques ou des odeurs,

(iii) du matériel utilisé principalement aux fins de la prévention, de la réduction ou de l'élimination de la pollution de l'air ou de l'eau;

25(3) *Subclause 10.2(3)(b)(i) is amended by adding "or anaerobic" after "aerobic".*

25(3) *Le sous-alinéa 10.2(3)b(i) est modifié par adjonction, après « aérobie », de « ou anaérobie ».*

25(4) *Clause 10.2(8)(b) is repealed.*

25(4) *L'alinéa 10.2(8)b) est abrogé.*

25(5) *The following is added after subsection 10.2(8):*

25(5) *Il est ajouté, après le paragraphe 10.2(8), ce qui suit :*

#### **Corporation may renounce tax credit**

**10.2(9)** A corporation may renounce its entitlement to all or any part of the portion of its odour-control tax credit that is attributable to eligible expenditures incurred in a taxation year, but only if it does so no later than one year after the filing-due date for that taxation year.

#### **Renonciation au crédit d'impôt**

**10.2(9)** La corporation peut renoncer à son droit à la totalité ou à une partie de la fraction de son crédit d'impôt pour la lutte contre l'émission d'odeurs qui est attribuable à des dépenses admissibles qu'elle a engagées au cours d'une année d'imposition, pour autant qu'elle le fasse au plus tard un an après la date d'échéance de production pour cette année d'imposition.

#### **Effect of renunciation**

**10.2(10)** A corporation that renounces an amount under subsection (9) in respect of a taxation year is deemed for all purposes never to have received, to have been entitled to receive or to have had a reasonable expectation of receiving the amount.

#### **Effet de la renonciation**

**10.2(10)** La corporation qui renonce à un montant en vertu du paragraphe (9) à l'égard d'une année d'imposition est réputée n'avoir jamais reçu ce montant, n'avoir jamais eu le droit de le recevoir et ne s'être jamais raisonnablement attendue à le recevoir.

26(1) *The definition "eligible manufacturer" in subsection 10.3(1) is amended by adding "or prescribed green energy transmission equipment" after "equipment".*

26(1) *La définition de « fabricant admissible » figurant au paragraphe 10.3(1) est modifiée par adjonction, après « géothermique », de « ou du matériel prescrit de transport d'énergie verte ».*

26(2) *Subsection 10.3(2) is amended*

26(2) *Le paragraphe 10.3(2) est modifié :*

*(a) in the section heading, by striking out "green" and substituting "geothermal"; and*

*a) dans le titre, par adjonction, après « fabricant », de « — matériel d'énergie géothermique »;*

*(b) in the formula, by striking out "5%" and substituting "7.5%".*

*b) dans la formule, par substitution, à « 5 % », de « 7,5 % ».*

26(3) *The following is added after subsection 10.3(2):*

**Manufacturer's green energy transmission equipment tax credit**

**10.3(2.1)** For a taxation year beginning before 2019, an eligible manufacturer of prescribed green energy transmission equipment is deemed to have paid on account of its tax payable under this Act for that year the amount determined in accordance with the regulations in respect of the items of prescribed green energy transmission equipment sold by it in the taxation year to a purchaser for use in Manitoba.

26(4) *Subsection 10.3(5) is amended*

*(a) in the formula in clause (a), by striking out "10%" and substituting "15%"; and*

*(b) in the formula in clause (b), by striking out "5%" and substituting "7.5%".*

26(5) *Clause 10.3(7)(a) is amended by adding "or prescribed green energy transmission equipment" after "pumps".*

26(6) *Subsection 10.3(9) is amended*

*(a) in subclause (c)(i), by adding "or prescribed green energy transmission equipment" after "equipment"; and*

*(b) by adding the following after clause (d):*

(d.1) prescribing, as green energy transmission equipment, equipment that is related to the transmission of energy from a renewable resource and designed to minimize the loss of energy through transmission;

(d.2) prescribing a formula or method for calculating the tax credit under subsection (2.1) in respect of prescribed green energy transmission equipment;

26(3) *Il est ajouté, après le paragraphe 10.3(2), ce qui suit :*

**Crédit d'impôt du fabricant — matériel de transport d'énergie verte**

**10.3(2.1)** Pour toute année d'imposition commençant avant 2019, le fabricant admissible de matériel prescrit de transport d'énergie verte est réputé avoir versé au titre de l'impôt qu'il doit payer sous le régime de la présente loi pour cette année un montant calculé en conformité avec les règlements à l'égard des pièces de matériel prescrit de transport d'énergie verte qu'il a vendues au cours de l'année d'imposition à un acheteur en vue de leur utilisation au Manitoba.

26(4) *Le paragraphe 10.3(5) est modifié :*

*a) dans la formule figurant à l'alinéa a), par substitution, à « 10 % », de « 15 % »;*

*b) dans la formule figurant à l'alinéa b), par substitution, à « 5 % », de « 7,5 % ».*

26(5) *Le paragraphe 10.3(7) est modifié par adjonction, après « pompes à chaleur géothermiques », de « ou du matériel prescrit de transport d'énergie verte ».*

26(6) *Le paragraphe 10.3(9) est modifié :*

*a) dans l'alinéa c), par adjonction, après « fabricants de matériel d'énergie géothermique », de « ou de matériel prescrit de transport d'énergie verte »;*

*b) par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :*

d.1) prescrire, à titre de matériel de transport d'énergie verte, du matériel lié au transport d'énergie provenant d'une source renouvelable et conçu pour minimiser la perte d'énergie lors du transport;

d.2) prescrire une formule ou une méthode permettant de calculer le crédit d'impôt visé au paragraphe (2.1) à l'égard du matériel prescrit de transport d'énergie verte;

27(1) *Subsection 10.4(1) is amended*

(a) in the formula in subclause (a)(ii), by striking out the description of  $P_2$  and substituting the following:

$P_2$  is the total number of pages that make up the books published by the publisher in the taxation year,

and, for the purpose of this formula, the number of pages that make up an electronic book is to be determined in accordance with the regulations; and

(b) by replacing clause (b) with the following:

(b) the total of

(i) 10% of the publisher's eligible printing costs for the taxation year, and

(ii) 5% of the publisher's eligible printing costs for the taxation year that were incurred and paid after April 12, 2011.

27(2) *Subsection 10.4(3) is amended*

(a) by replacing the definition "book publishing labour costs" with the following:

**"book publishing labour costs"** of a publisher for a taxation year ending after April 12, 2011, means the total of

(a) the amounts paid by the publisher in that taxation year and before 2015 as salary or wages to its employees who were resident in Manitoba on December 31 of that taxation year; and

(b) 65% of the amounts paid by the publisher in that taxation year and before 2015 as fees to an individual who is resident in Manitoba and not an employee of the publisher, or to a corporation with a permanent establishment in Manitoba;

to the extent that the amounts are reasonable in the circumstances and

(c) are related to the publication of hardcover or paperback books; or

27(1) *Le paragraphe 10.4(1) est modifié :*

a) dans le sous-alinéa a)(ii), par substitution, à la description de l'élément  $P_2$  de la formule, de ce qui suit :

$P_2$  représente le nombre total de pages des livres que l'éditeur a publiés au cours de l'année d'imposition;

pour l'application de la présente formule, le nombre de pages des livres électroniques est déterminé en conformité avec les règlements;

b) par substitution, à l'alinéa b), de ce qui suit :

b) le total des coûts suivants :

(i) 10 % des coûts d'impression admissibles de l'éditeur pour l'année d'imposition,

(ii) 5 % des coûts d'impression admissibles de l'éditeur pour l'année d'imposition qui ont été engagés et payés après le 12 avril 2011.

27(2) *Le paragraphe 10.4(3) est modifié :*

a) par substitution, à la définition de « coûts en main-d'œuvre d'édition », de ce qui suit :

**« coûts en main-d'œuvre d'édition »** Dans le cas d'une année d'imposition se terminant après le 12 avril 2011, le total des montants suivants :

a) les montants qu'un éditeur a versés au cours de l'année d'imposition mais avant 2015 à titre de traitements ou de salaires à ses employés qui résidaient au Manitoba le 31 décembre de cette année d'imposition;

b) 65 % des montants que l'éditeur a versés au cours de l'année d'imposition mais avant 2015 à titre d'honoraires à un particulier qui réside au Manitoba et qui n'est pas un de ses employés ou à une corporation ayant un établissement permanent dans la province.

Ces montants doivent être raisonnables dans les circonstances et doivent :

c) soit avoir trait à la publication de livres reliés ou de livres de poche;

(d) were incurred after April 12, 2011, and are related to the publication of electronic books;

but are not related to the marketing or promotion of books. (« coûts en main-d'œuvre d'édition »)

*(b) in the definition "eligible book",*

*(i) in clause (a), by adding "in the case of a book published before April 13, 2011," before "it is",*

*(ii) in clause (b), by striking out "2012" and substituting "2015",*

*(iii) in clause (c), by adding "in the case of a hardcover or paperback book," before "a prescribed", and*

*(iv) in clause (e), by adding "or, in the case of an electronic book, it is the equivalent of at least 48 pages long as determined in accordance with the regulations" after "long"; and*

*(c) in clause (b) of the definition "eligible printing costs", by striking out "2013" and substituting "2016".*

*27(3) Subsection 10.4(9) is amended by adding the following after clause (f):*

*(f.1) prescribing how the number of pages of an electronic book is to be determined for the purpose of this section;*

*28 The following is added after section 10.4 and before the centred heading that follows that section:*

#### CULTURAL INDUSTRIES PRINTING TAX CREDIT

##### **Printing tax credit**

**10.4.1(1)** Subject to subsection (2), an eligible printer is deemed to have paid on the printer's balance-due day for a taxation year, on account of the printer's tax payable under this Act for that year, an amount equal to 15% of the printer's eligible printing revenue for the taxation year.

d) soit avoir été versés après le 12 avril 2011 et avoir trait à la publication de livres électroniques.

Ils ne peuvent cependant pas avoir trait à la mise en marché ni à la promotion de livres. ("book publishing labour costs")

*b) dans la définition de « livre admissible » :*

*(i) par adjonction, après « paraît », de « , dans le cas d'un livre publié avant le 13 avril 2011, », dans l'alinéa a),*

*(ii) par substitution, à « 2012 », de « 2015 », dans l'alinéa b),*

*(iii) par adjonction, avant « un nombre prescrit », de « dans le cas d'un livre relié ou d'un livre de poche, », dans l'alinéa c),*

*(iv) par adjonction, après « pages », de « ou, dans le cas d'un livre électronique, l'équivalent d'au moins 48 pages déterminé en conformité avec les règlements », dans l'alinéa e);*

*c) dans l'alinéa b) de la définition de « coûts d'impression admissibles », par substitution, à « 2013 », de « 2016 ».*

*27(3) Le paragraphe 10.4(9) est modifié par adjonction, après l'alinéa f), de ce qui suit :*

*f.1) prescrire le mode de détermination du nombre de pages d'un livre électronique pour l'application du présent article;*

*28 Il est ajouté, après l'article 10.4 mais avant l'intertitre qui précède l'article 10.5, ce qui suit :*

#### CRÉDIT D'IMPÔT POUR L'IMPRESSION D'ŒUVRES DES INDUSTRIES CULTURELLES

##### **Crédit d'impôt pour l'impression**

**10.4.1(1)** Sous réserve du paragraphe (2), un imprimeur admissible est réputé avoir payé à la date d'exigibilité de son solde pour une année d'imposition, au titre de l'impôt qu'il doit payer en vertu de la présente loi pour l'année, un montant correspondant à 15 % de ses revenus d'impression admissibles pour cette année.

### **Claim for credit**

**10.4.1(2)** No amount may be claimed under subsection (1) for a taxation year except by filing with the minister, within one year after the filing due date for the taxation year and in a form and manner authorized by the Minister of Finance for Manitoba, the information to be provided on that form.

### **Definitions**

**10.4.1(3)** The following definitions apply in this section.

**"eligible printer"** mean a person who

- (a) in the case of a corporation, has a permanent establishment in Manitoba in the taxation year;
- (b) in the case of an individual, is resident in Manitoba at the end of the taxation year; and
- (c) in the course of the person's business in Manitoba, prints, assembles and binds books.  
(« imprimeur admissible »)

**"eligible printing revenue"** of an eligible printer for a taxation year means the total of all amounts each of which

- (a) is paid in the taxation year, after April 12, 2011 and before 2016, to the printer by a publisher who
  - (i) is not related to the printer, and
  - (ii) is resident in Canada;for a service provided by the printer in Manitoba after April 12, 2011 and before 2016; and
- (b) is paid to the printer for printing, assembling or binding
  - (i) an eligible book as defined in subsection 10.4(3), or
  - (ii) a book that would be an eligible book as defined in subsection 10.4(3) if the definition "eligible book" were read without reference to "first edition,". (« revenus d'impression admissibles »)

### **Demande de crédit**

**10.4.1(2)** Pour demander le crédit visé au paragraphe (1) à l'égard d'une année d'imposition, il faut déposer auprès du ministre, dans un délai d'un an suivant la date d'échéance de production pour l'année d'imposition, au moyen de la formule et selon la manière qu'autorise le ministre des Finances du Manitoba, les renseignements qui doivent être fournis sur cette formule.

### **Définitions**

**10.4.1(3)** Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

**« imprimeur admissible »** Personne qui :

- a) dans le cas d'une corporation, a un établissement permanent au Manitoba au cours de l'année d'imposition;
- b) dans le cas d'un particulier, réside au Manitoba à la fin de l'année d'imposition;
- c) dans le cadre de l'exploitation de son entreprise dans la province, imprime, assemble et relie des livres. ("eligible printer")

**« revenus d'impression admissibles »** Le total des montants dont chacun, à la fois :

- a) est payé au cours d'une année d'imposition, après le 12 avril 2011 mais avant 2016, à un imprimeur admissible, à l'égard d'un service que celui-ci fournit au Manitoba pendant cette période, par un éditeur qui :
  - (i) d'une part, ne lui est pas lié,
  - (ii) d'autre part, réside au Canada;
- b) est payé à l'imprimeur admissible à l'égard de l'impression, de l'assemblage ou de la reliure, selon le cas :
  - (i) d'un livre admissible au sens du paragraphe 10.4(3),
  - (ii) d'un livre qui serait un livre admissible au sens de ce paragraphe si la définition de « livre admissible » ne comportait pas les mots « Première édition d'une ». ("eligible printing revenue")

29 *The part of subsection 11.7(2) before clause (a) is amended by striking out "2012" and substituting "2015".*

30 *Clause 11.8(2)(a) is amended by striking out "2012" and substituting "2015".*

31 *The following is added after section 11.17:*

#### EMPLOYEE SHARE PURCHASE TAX CREDIT

##### **Definitions**

**11.18(1)** The following definitions apply in this section.

**"employee"** of an issuer means an individual who is an employee, director or officer of the issuer or of a wholly-owned subsidiary of the issuer. (« employé »)

**"issuer"** means a corporation that issues shares to its employees under a registered ESOP. (« émetteur »)

**"registered ESOP"** means an employee share ownership plan that meets prescribed requirements and is registered by the Minister of Entrepreneurship, Training and Trade for the purpose of this section, and "ESOP" refers to a share ownership plan that is or has been a registered ESOP. (« RADE enregistré »)

##### **Employee share purchase tax credit**

**11.18(2)** Subject to subsection (3) and the regulations, an employee's share purchase tax credit for a taxation year is an amount equal to 30% of the cost to the employee of all shares in the capital stock of an issuer issued to the employee in the taxation year under a registered ESOP.

29 *Le passage introductif du paragraphe 11.7(2) est modifié par substitution, à « 2012 », de « 2015 ».*

30 *L'alinéa 11.8(2)a) est modifié par substitution, à « 2012 », de « 2015 ».*

31 *Il est ajouté, après l'article 11.17, ce qui suit :*

#### CRÉDIT D'IMPÔT À L'ACHAT D'ACTIONS DESTINÉ AUX EMPLOYÉS

##### **Définitions**

**11.18(1)** Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« **émetteur** » Corporation qui émet des actions à ses employés conformément à un RADE enregistré. ("issuer")

« **employé** » Particulier qui est l'employé, l'administrateur ou le dirigeant d'un émetteur ou d'une filiale en propriété exclusive de l'émetteur. ("employee")

« **RADE enregistré** » Régime d'actionariat des employés qui répond aux exigences prescrites et qui est enregistré par le ministre de l'Entrepreneuriat, de la Formation professionnelle et du Commerce pour l'application du présent article. Le terme « RADE » vise tout régime d'actionariat qui est un RADE enregistré ou l'a été. ("registered ESOP")

##### **Crédit d'impôt à l'achat d'actions destiné aux employés**

**11.18(2)** Sous réserve du paragraphe (3) et des règlements, le crédit d'impôt à l'achat d'actions d'un employé pour une année d'imposition correspond à un montant égal à 30 % du coût pour l'employé de toutes les actions du capital-actions d'un émetteur qui lui ont été émises au cours de l'année d'imposition conformément à un RADE enregistré.



### **Proof of credit**

**11.18(3)** An individual is not entitled to a tax credit under subsection (2) for a taxation year unless the tax credit receipt issued by the issuer for the shares purchased by the individual in the taxation year is

- (a) filed with the individual's return for that year; or
- (b) if the return is filed electronically, held by the individual and filed with the Minister of National Revenue upon request.

### **Regulations**

**11.18(4)** The Lieutenant Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing requirements for an employee share ownership plan and its administration that must be met in order for the plan to be eligible for registration;
- (b) prescribing duties and requirements for issuers and plan administrators in relation to ESOPs, including recordkeeping and reporting requirements;
- (c) respecting the deregistration of a registered ESOP;
- (d) prescribing amounts to be included in, or excluded from, an individual's cost of a share for the purpose of calculating the individual's tax credit under this section;
- (e) respecting the recovery of a credit obtained under this section in the event that a share in relation to which it was obtained is redeemed, transferred or otherwise disposed of contrary to the regulations or the terms and conditions of an ESOP;
- (f) respecting the recovery of credits obtained under this section, by imposing a tax or penalty on an issuer, in the event that a registered ESOP ceases to be eligible for registration or the issuer or plan administrator fails to comply with the regulations or the terms and conditions of the ESOP;
- (g) respecting any other matter that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable for the proper administration of the tax credit under this section.

### **Preuve du crédit**

**11.18(3)** Le particulier n'a droit au crédit d'impôt visé au paragraphe (2) pour une année d'imposition que si le reçu relatif au crédit d'impôt que l'émetteur lui a délivré à l'égard des actions achetées au cours de l'année d'imposition est :

- a) soit déposé avec sa déclaration pour cette année;
- b) soit conservé par lui et déposé sur demande auprès du ministre du Revenu national, si sa déclaration est produite électroniquement.

### **Règlements**

**11.18(4)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire les exigences ayant trait à un régime d'actionnariat des employés et à son administration qui doivent être remplies pour que le régime soit admissible à l'enregistrement;
- b) prescrire les exigences que doivent respecter les émetteurs et les administrateurs de régimes relativement aux RADE, notamment en ce qui a trait à la tenue de documents et aux obligations d'information;
- c) prendre des mesures concernant le retrait d'enregistrement d'un RADE enregistré;
- d) prescrire les montants à inclure ou non dans le coût d'une action pour un particulier aux fins du calcul du crédit d'impôt auquel il a droit sous le régime du présent article;
- e) prendre des mesures concernant le recouvrement d'un crédit obtenu sous le régime du présent article lorsqu'une action relativement à laquelle il a été accordé fait l'objet d'une aliénation, notamment d'un rachat ou d'un transfert, contraire aux règlements ou aux conditions d'un RADE;
- f) prendre des mesures concernant le recouvrement des crédits obtenus sous le régime du présent article en exigeant qu'un émetteur paie un impôt ou une pénalité lorsqu'un RADE enregistré cesse d'être admissible à l'enregistrement ou que l'émetteur ou l'administrateur du régime omet d'observer les règlements ou les conditions du RADE;
- g) prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire ou souhaitable pour l'application du crédit d'impôt visé au présent article.

32            *The following regulations are repealed:*

*(a) the **Cooperative Development Tax Credit Regulation**, Manitoba Regulation 124/2010;*

*(b) the **Manitoba Film and Video Production Tax Credit Regulation**, Manitoba Regulation 208/98;*

*(c) the **Odour-Control Tax Credit Regulation**, Manitoba Regulation 32/2005.*

32            *Sont abrogés :*

*a) le **Règlement sur le crédit d'impôt pour le développement des coopératives**, R.M. 124/2010;*

*b) le **Règlement sur le crédit d'impôt du Manitoba pour la production de films et de vidéos**, R.M. 208/98;*

*c) le **Règlement sur le crédit d'impôt pour la lutte contre l'émission d'odeurs**, R.M. 32/2005.*

**PART 5**

**THE MUNICIPAL REVENUE  
(GRANTS AND TAXATION) ACT**

*C.C.S.M. c. M265 amended*

33 *The Municipal Revenue (Grants and Taxation) Act is amended by this Part.*

34 *Section 6 is amended by adding the following definition:*

**"municipal grant"** means a grant

- (a) to a municipality;
- (b) to a corporation controlled by a municipality; or
- (c) to a corporation or other organization that provides facilities or other things in a municipality, if the Lieutenant Governor in Council considers the provision of financial support for those facilities or other things to be in the interests of the municipality or its residents. (« subvention à une municipalité »)

35(1) *Subsection 7(2) is repealed.*

35(2) *Subsection 7(3) is amended*

- (a) *by striking out "beginning after 2005"; and*
- (b) *in the English version, by striking out "grants to municipalities" and substituting "municipal grants".*

35(3) *Subsection 7(4) is amended by striking out "the grants paid or distributed in that year to municipalities" and substituting "the municipal grants paid or distributed in that year".*

**PARTIE 5**

**LOI SUR LES RECETTES  
DES MUNICIPALITÉS (SUBVENTIONS  
ET IMPOSITION)**

*Modification du c. M265 de la C.P.L.M.*

33 *La présente partie modifie la Loi sur les recettes des municipalités (subventions et imposition).*

34 *L'article 6 est modifié par adjonction, en ordre alphabétique, de la définition suivante :*

**« subvention à une municipalité »** Subvention versée :

- a) à une municipalité;
- b) à une personne morale contrôlée par une municipalité;
- c) à une personne morale ou à une autre organisation qui fournit des installations ou d'autres choses dans une municipalité, si le lieutenant-gouverneur en conseil estime que l'apport d'un soutien financier à l'égard de ces installations ou autres choses est dans l'intérêt de la municipalité ou de ses résidents. ("municipal grant")

35(1) *Le paragraphe 7(2) est abrogé.*

35(2) *Le paragraphe 7(3) est modifié :*

- a) *par suppression de « débutant après 2005 »;*
- b) *dans la version anglaise, par substitution, à « grants to municipalities », de « municipal grants ».*

35(3) *Le paragraphe 7(4) est modifié par substitution, à « versées ou distribuées aux municipalités », de « aux municipalités qui ont été versées ou distribuées ».*

36 Section 8 is replaced with the following:

**Estimates of expenditure for municipal grants**

**8** Subject to section 8.1, the government's estimates of expenditure for a fiscal year beginning after March 31, 2011 must include, as a sum to be voted for municipal grants under this Part in that year, an amount not less than the sum determined in clause (a) or the amount determined in clause (b), whichever is greater:

- (a) the sum of
  - (i) 4.15% of the amount estimated by the Minister of Finance to be the government's revenue under *The Income Tax Act* for the fiscal year,
  - (ii) \$0.02 times the number of taxable litres of gasoline that the Minister of Finance estimates will be purchased in the fiscal year, and
  - (iii) \$0.01 times the number of taxable litres of motive fuel that the Minister of Finance estimates will be purchased in the fiscal year;
- (b) an amount equal to 1/7 of the amount estimated by the Minister of Finance to be the government's revenue under *The Retail Sales Tax Act* for the fiscal year.

**Adjustment — grants exceed minimum**

**8.1(1)** The minimum amount to be included under section 8 in the estimates of expenditure is to be reduced for a fiscal year — and for each of the next two fiscal years — by 1/3 of the amount, if any, by which

- (a) the municipal grants paid for the second preceding fiscal year (the "subject year");

exceeds

- (b) the amount that would have been determined under section 8, without reference to this section, if the estimated tax revenues and fuel sales for the subject year had been equal to the actual tax revenues and fuel sales for that year.

36 L'article 8 est remplacé par ce qui suit :

**Budget des dépenses — subventions aux municipalités**

**8** Sous réserve de l'article 8.1, le budget des dépenses du gouvernement pour un exercice commençant après le 31 mars 2011 inclut, à titre de crédit devant être voté pour les subventions aux municipalités devant être versées sous le régime de la présente partie au cours de cet exercice, un montant correspondant au moins au total visé à l'alinéa a) ou au montant visé à l'alinéa b), s'il est supérieur :

- a) le total des éléments suivants :
  - (i) 4,15 % du montant qui, selon ce qu'estime le ministre des Finances, constituera les recettes du gouvernement au titre de la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour l'exercice,
  - (ii) 0,02 \$ multiplié par le nombre de litres taxables d'essence qui, selon ce qu'estime le ministre des Finances, seront achetés au cours de l'exercice,
  - (iii) 0,01 \$ multiplié par le nombre de litres taxables de carburant moteur qui, selon ce qu'estime le ministre des Finances, seront achetés au cours de l'exercice;
- b) un montant égal à 1/7 du montant qui, selon ce qu'estime le ministre des Finances, constituera les recettes du gouvernement au titre de la *Loi de la taxe sur les ventes au détail* pour l'exercice.

**Rajustement — subventions excédant le montant minimal**

**8.1(1)** Le montant minimal devant être inclus en application de l'article 8 dans le budget des dépenses est réduit pour un exercice — et pour chacun des deux exercices suivants — du tiers de l'excédent éventuel des subventions visées à l'alinéa a) sur le montant visé à l'alinéa b) :

- a) les subventions aux municipalités versées pour l'avant-dernier exercice (l'« exercice en cause »);
- b) le montant qui aurait été déterminé conformément à cet article, sans qu'il soit tenu compte du présent article, si les recettes fiscales et les ventes de carburant estimatives pour l'exercice en cause avaient correspondu aux recettes fiscales et aux ventes de carburant effectives pour cet exercice.

**Adjustment — grants less than minimum**

**8.1(2)** The minimum amount to be included under section 8 in the estimates of expenditure is to be increased for a fiscal year — and for each of the next two fiscal years — by 1/3 of the amount, if any, by which

(a) the amount that would have been determined under section 8, without reference to this section, if the estimated tax revenues and fuel sales for the second preceding fiscal year (the "subject year") had been equal to the actual tax revenues and fuel sales for that year;

exceeds

(b) the municipal grants paid for the subject year.

**Commencement of adjustments**

**8.1(3)** Subsections (1) and (2) do not apply if the subject year referred to in those subsections ends before April 1, 2011.

37 *Subsections 9(3) and (4) are repealed.*

38 *The following is added after section 9:*

**Annual report**

**9.1** For each fiscal year beginning after 2010, the annual report of the department over which the minister responsible for *The Municipal Act* and *The City of Winnipeg Charter* presides must include a report on the expenditures made by the government out of the sums appropriated for municipal grants for that fiscal year.

**Rajustement — subventions inférieures au montant minimal**

**8.1(2)** Le montant minimal devant être inclus en application de l'article 8 dans le budget des dépenses est augmenté pour un exercice — et pour chacun des deux exercices suivants — du tiers de l'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa a) sur les subventions visées à l'alinéa b) :

a) le montant qui aurait été déterminé conformément à cet article, sans qu'il soit tenu compte du présent article, si les recettes fiscales et les ventes de carburant estimatives pour l'avant-dernier exercice (l'« exercice en cause ») avaient correspondu aux recettes fiscales et aux ventes de carburant effectives pour cet exercice;

b) les subventions aux municipalités versées pour l'exercice en cause.

**Début des rajustements**

**8.1(3)** Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas si l'exercice en cause qui y est mentionné se termine avant le 1<sup>er</sup> avril 2011.

37 *Les paragraphes 9(3) et (4) sont abrogés.*

38 *Il est ajouté, après l'article 9, ce qui suit :*

**Rapport annuel**

**9.1** Pour chaque exercice commençant après 2010, le rapport annuel du ministre relevant du ministre chargé de l'application de la *Loi sur les municipalités* et de la *Charte de la ville de Winnipeg* comprend un rapport concernant les dépenses effectuées par le gouvernement sur les sommes affectées aux subventions aux municipalités pour cet exercice.

## PART 6

### THE RETAIL SALES TAX ACT

*C.C.S.M. c. R130 amended*

39 *The Retail Sales Tax Act* is amended by this Part.

40 *Subsection 1(1) is amended*

(a) *in the definition "closely related",*

(i) *by replacing clause (b) with the following:*

(b) the relationship between two corporations at any time that

(i) the same person or group of persons controls each corporation and owns shares in the capital stock of each corporation having a fair market value that is not less than 95% of the fair market value of all the issued and outstanding shares of that corporation, and

(ii) there exists no right or option that, if exercised, would result in any condition in subclause (i) not being satisfied,

(ii) *by replacing clause (d) with the following:*

(d) the relationship between two partnerships at any time that

(i) the same person or group of persons controls each partnership, and the interest of the person or group in each partnership entitles it to be allocated at least 95% of the income or loss, as the case may be, of that partnership and has a fair market value that is not less than 95% of the fair market value of all the interests in that partnership, and

(ii) there exists no right or option that, if exercised, would result in any condition in subclause (i) not being satisfied.

## PARTIE 6

### LOI DE LA TAXE SUR LES VENTES AU DÉTAIL

*Modification du c. R130 de la C.P.L.M.*

39 *La présente partie modifie la Loi de la taxe sur les ventes au détail.*

40 *Le paragraphe 1(1) est modifié :*

a) *dans la définition d'« étroitement liées » :*

(i) *par substitution, à l'alinéa b), de ce qui suit :*

b) le lien existant entre deux corporations à tout moment où :

(i) la même personne ou le même groupe de personnes contrôle chaque corporation et possède des actions du capital-actions de chaque corporation ayant une juste valeur marchande correspondant au moins à 95 % de celle de l'ensemble de ses actions émises et en circulation,

(ii) il n'existe aucun droit ni aucune option dont l'exercice aurait pour effet d'entraîner le non-respect d'une condition énoncée au sous-alinéa (i);

(ii) *par substitution, à l'alinéa d), de ce qui suit :*

d) le lien existant entre deux sociétés en nom collectif à tout moment où :

(i) la même personne ou le même groupe de personnes contrôle chaque société en nom collectif et sa participation dans chaque société en nom collectif lui donne le droit de se faire attribuer au moins 95 % de ses revenus ou pertes et a une juste valeur marchande correspondant au moins à 95 % de celle de l'ensemble des participations dans la société en nom collectif,

(ii) il n'existe aucun droit ni aucune option dont l'exercice aurait pour effet d'entraîner le non-respect d'une condition énoncée au sous-alinéa (i).

(iii) by repealing clause (e); and

(b) in subclause (a)(i) of the definition "purchase price" or "sale price", by adding "(other than lease contracts)" after "other contracts".

41(1) Subsection 2(1.9) is amended by striking out "and" at the end of clause (a), adding "and" at the end of subclause (b)(ii) and adding the following:

(c) if requested by an applicant whose application was received after this clause came into force, the minister may

(i) apply the reduced rate to any billing period beginning within two years before the date that the minister received the application, if the minister is satisfied that the applicant would have qualified for the reduced rate if the application had been made before that billing period, and

(ii) refund the difference between the tax that was paid and the tax that would have been payable for a prior billing period if the reduced rate had been applied to that billing period at the time that the tax was payable, or authorize the vendor to apply that difference as a credit toward the tax payable by the applicant for any other billing period.

41(2) Subsection 2(5.3.1) is replaced with the following:

**Calculation and payment of tax for temporary use**

**2(5.3.1)** A person who has chosen to pay tax under this subsection in respect of property brought into Manitoba for temporary use in Manitoba

(a) must pay the tax under subsection (1) in respect of the portion of the fair value of the property that is attributable to the cost of bringing the property into Manitoba or relocating it in Manitoba or of assembling or installing it in Manitoba, and is not required to pay the tax under that subsection in respect of the remaining portion (referred to in this subsection as the "untaxed amount") of the property's fair value;

(iii) par abrogation de l'alinéa e);

b) dans le sous-alinéa a)(i) de la définition de « « prix d'achat » ou « prix de vente » », par adjonction, après « autres contrats », de « (à l'exclusion des contrats de location) ».

41(1) Le paragraphe 2(1.9) est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) le ministre peut, si la demande est reçue après l'entrée en vigueur du présent alinéa et si l'auteur de celle-ci le lui demande :

(i) appliquer le taux réduit à toute période de facturation commençant dans les deux ans précédant la date de réception de la demande, s'il est convaincu que son auteur aurait eu droit à ce taux si elle avait été faite avant la période de facturation,

(ii) rembourser la différence entre la taxe qui a été payée et celle qui aurait dû l'être à l'égard d'une période de facturation antérieure si le taux réduit avait été appliqué à cette période de facturation au moment où la taxe était exigible ou autoriser le marchand à utiliser cette différence à titre de crédit à valoir sur la taxe que l'auteur de la demande doit payer à l'égard de toute autre période de facturation.

41(2) Le paragraphe 2(5.3.1) est remplacé par ce qui suit :

**Calcul et paiement de la taxe pour utilisation temporaire**

**2(5.3.1)** La personne qui a choisi de payer la taxe visée au présent paragraphe à l'égard d'un bien apporté au Manitoba afin d'y être utilisé temporairement :

a) paie la taxe visée au paragraphe (1) à l'égard de la partie de la juste valeur du bien qui est attribuable aux frais d'entrée, de relocalisation, d'assemblage ou d'installation du bien dans la province et n'est pas tenue de payer la taxe visée à ce paragraphe à l'égard de la partie restante (le « montant non assujéti à la taxe ») de cette juste valeur;

(b) must pay, for each day on which the property is used by the person in Manitoba, a tax equal to

(i) if the property is owned by the person, 7% of 1/1095th of the untaxed amount, or

(ii) if the property is leased to or rented by the person, 7% of the amount of the daily lease or rental payments or, if they are not payable daily, the daily equivalent of those payments,

unless that day falls in a calendar month for which tax is payable under clause (c);

(c) must pay, for each calendar month in which the property is used by the person in Manitoba on at least 16 days, a tax equal to

(i) if the property is owned by the person, 7% of 1/36th of the untaxed amount, or

(ii) if the property is leased to or rented by the person, 7% of the amount of the monthly lease or rental payments or, if they are not payable monthly, the monthly equivalent of those payments; and

(d) must report the use of the property and remit the tax in accordance with the regulations.

b) paie, pour chaque jour au cours duquel elle utilise le bien dans la province, une taxe correspondant au montant indiqué ci-après, à moins que ce jour ne tombe un mois civil à l'égard duquel une taxe doit être payée conformément à l'alinéa c) :

(i) si le bien lui appartient, 7 % de la part représentant 1/1095<sup>e</sup> du montant non assujetti à la taxe,

(ii) si elle loue le bien, 7 % du montant des paiements de location quotidiens ou, dans le cas où ceux-ci ne doivent pas être effectués quotidiennement, de l'équivalent quotidien de ces paiements;

c) paie, pour chaque mois civil au cours duquel elle utilise le bien dans la province pendant au moins 16 jours, une taxe correspondant au montant indiqué ci-après :

(i) si le bien lui appartient, 7 % de la part représentant 1/36<sup>e</sup> du montant non assujetti à la taxe,

(ii) si elle loue le bien, 7 % du montant des paiements de location mensuels ou, dans le cas où ceux-ci ne doivent pas être effectués mensuellement, de l'équivalent mensuel de ces paiements;

d) fait rapport de l'utilisation du bien et remet la taxe en conformité avec les règlements.

42 *The part of subsection 2.2(9) after clause (c) is replaced with the following:*

but only if

(d) neither the tax on the purchased vehicle nor the tax on the sold vehicle is subject to proration under this Act based on the use of the vehicle for interjurisdictional commercial purposes; and

(e) the purchaser registers the purchased vehicle within two years after purchasing it.

42 *Le passage du paragraphe 2.2(9) qui suit l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :*

Toutefois, la réduction ne peut avoir lieu que dans le cas où :

d) ni la taxe applicable au véhicule acheté ni celle applicable au véhicule vendu ne sont assujetties à une division proportionnelle sous le régime de la présente loi en fonction de l'utilisation du véhicule à des fins commerciales interterritoriales;

e) l'acheteur immatricule le véhicule dans les deux ans suivant son achat.



43(1) Subsection 3(1) is amended

(a) in clause (e.1), by adding "and farm horses" after "livestock";

(b) in clause (w.1),

(i) by repealing subclause (vi),

(ii) in subclause (ix) of the French version, by striking out "fours" and substituting "séchoirs", and

(iii) by adding the following after subclause (ix):

(x) water treatment chemicals,

(xi) kiln strips used in drying lumber;

(c) by replacing clause (w.4) with the following:

(w.4) the following items when purchased for use in manufacturing a product for sale or in providing a taxable service:

(i) welding tips and laser or plasma nozzles,

(ii) a protective material, such as masking tape or kraft paper, if the material is to be applied to the product for its protection during painting;

(d) by replacing clauses (cc) and (cc.1) with the following:

(cc) biomass materials (other than charcoal products) consisting only of wood, wheat, flax, oats, barley, sunflower, hemp or corn, if they are purchased for use as fuel for heating or cooking;

(e) by replacing clause (jj) with the following:

(jj) the following items when purchased for flood prevention or control:

(i) bags to be used as sandbags, and ties for such bags,

43(1) Le paragraphe 3(1) est modifié :

a) dans l'alinéa e.1), par adjonction, après « bétail », de « et aux chevaux d'élevage »;

b) dans l'alinéa w.1) :

(i) par abrogation du sous-alinéa (vi),

(ii) dans le sous-alinéa (ix) de la version française, par substitution, à « fours », de « séchoirs »,

(iii) par adjonction, après le sous-alinéa (ix), de ce qui suit :

(x) les produits chimiques destinés au traitement de l'eau,

(xi) les bandes pour séchoirs utilisées au cours du séchage du bois de construction;

c) par substitution, à l'alinéa w.4), de ce qui suit :

w.4) les articles suivants s'ils sont achetés en vue de leur utilisation au cours de la fabrication de produits destinés à la vente ou de la fourniture de services taxables :

(i) les becs de soudage ainsi que les buses laser ou plasma,

(ii) les matériaux de protection, tels que le ruban-cache ou le papier kraft, devant être posés sur les produits afin de les protéger lorsqu'ils sont peints;

d) par substitution, aux alinéas cc) et cc.1), de ce qui suit :

cc) les matériaux de biomasse (à l'exclusion des produits du charbon) composés uniquement de bois, de blé, de lin, d'avoine, d'orge, de tournesol, de chanvre ou de maïs, s'ils sont achetés en vue de leur utilisation à titre de combustible pour le chauffage ou la cuisson;

e) par substitution, à l'alinéa jj), de ce qui suit :

jj) les articles suivants s'ils sont achetés en vue de la prévention des inondations ou de la lutte contre celles-ci :

(i) les sacs devant être utilisés comme sacs de sable ainsi que leurs attaches,

(ii) flood tubes and cage flood barriers;

(f) by adding the following as clauses (bbb) and (ccc):

(bbb) a mixture of sand and salt containing at least 80% sand, when purchased by a municipality or local government district for use in filling sandbags or cage flood barriers for flood prevention or control;

(ccc) water-softener salt when purchased by a municipality or local government district for mixing with water for its own use or for the sale of water to its residents.

(ii) les tubes et les barrières grillagées anti-inondation;

f) par adjonction, à la fin, de ce qui suit :

bbb) les mélanges de sable et de sel contenant au moins 80 % de sable s'ils sont achetés par une municipalité ou un district d'administration locale en vue de leur utilisation au cours du remplissage de sacs de sable ou de barrières grillagées anti-inondation pour la prévention des inondations ou la lutte contre celles-ci;

ccc) le sel adoucisseur d'eau s'il est acheté par une municipalité ou un district d'administration locale afin d'être mélangé avec de l'eau pour son propre usage ou en vue de la vente d'eau à ses résidents.

43(2) Clause 3(28)(d) is replaced with the following:

(d) a charitable or non-profit organization in the course of operating a recreational camp program primarily for children 17 years of age or under, or for underprivileged or disabled persons.

43(2) L'alinéa 3(28)d est remplacé par ce qui suit :

d) par un organisme de bienfaisance ou sans but lucratif dans le cadre de la gestion d'un programme de camp de loisirs destiné principalement à des enfants d'au plus 17 ans ou à des personnes défavorisées ou handicapées.

44(1) Subsection 4(1) is amended

(a) in clause (a)

(i) in the French version,

(A) by striking out "obtenu" in the part before subclause (i), and

(B) by adding "obtenu" after "soit" in subclauses (i) and (ii), and

(ii) by striking out "or" at the end of subclause (i), adding "or" at the end of subclause (ii) and adding the following after subclause (ii):

(iii) provided by a charitable or non-profit organization in its facilities during the course of operating a recreational camp program primarily for children 17 years of age or under, or for underprivileged or disabled persons;

44(1) Le paragraphe 4(1) est modifié :

a) dans l'alinéa a) :

(i) de la version française :

(A) par suppression d'« obtenu », dans le passage introductif,

(B) par adjonction, après « soit », d'« obtenu », dans les sous-alinéas (i) et (ii),

(ii) par adjonction, après le sous-alinéa (ii), de ce qui suit :

(iii) soit fourni par un organisme de bienfaisance ou sans but lucratif dans ses installations dans le cadre de la gestion d'un programme de camp de loisirs destiné principalement à des enfants d'au plus 17 ans ou à des personnes défavorisées ou handicapées;

(b) by replacing clause (g) with the following:

(g) microfilming, photography, videography and film production services, including the development and printing of film;

(g.1) sound recording services;

44(2) Subsection 4(1.3) is amended by striking out "to the purchaser".

44(3) Clause 4(8)(a) is amended

(a) by adding "(l)," after "(i),";

(b) by adding "(cc)," after "(w.4),";

(c) by adding ", (hh), (hh.1), (jj)," after "(dd)";

(d) by striking out "or (nn)" and substituting "(nn)"; and

(e) by adding ", (vv), (xx.1), (yy), (zz), (bbb) or (ccc)" after "(nn)".

44(4) Subsection 4(10) is replaced with the following:

**No tax on appraisal or laboratory analysis**

**4(10)** No tax is payable in respect of an appraisal or laboratory analysis.

44(5) The following is added after subsection 4(12):

**No tax on certain services provided on reserve**

**4(13)** No tax is payable on an amount charged for

(a) a telecommunication service in respect of a telecommunication that begins or ends on a transmitter that is ordinarily situated on a reserve, if it is invoiced with respect to such a transmitter to an Indian residing on a reserve or to a band; or

b) par substitution, à l'alinéa g), de ce qui suit :

g) le microfilmage, la photographie, la vidéographie et les services de production de films, y compris le développement et le tirage de pellicules;

g.1) les services d'enregistrement sonore;

44(2) Le paragraphe 4(1.3) est modifié par suppression de « à l'acheteur ».

44(3) L'alinéa 4(8)a) est modifié :

a) par adjonction, après « i), », de « l), »;

b) par adjonction, après « w.4), », de « cc), »;

c) par adjonction, après « dd) », de « , hh), hh.1), jj) »;

d) par substitution, à « ou nn) », de « , nn) »;

e) par adjonction, après « nn) », de « , vv), xx.1), yy), zz), bbb) ou ccc) ».

44(4) Le paragraphe 4(10) est remplacé par ce qui suit :

**Évaluation ou analyse de laboratoire**

**4(10)** Aucune taxe n'est exigible à l'égard des évaluations ou des analyses en laboratoire.

44(5) Il est ajouté, après le paragraphe 4(12), ce qui suit :

**Services fournis dans une réserve**

**4(13)** Aucune taxe ne doit être payée sur un montant exigé à l'égard :

a) de services de télécommunications, lorsque la transmission ou la réception de la télécommunication se fait au moyen d'un émetteur normalement situé dans une réserve et que cette télécommunication est facturée à l'égard de l'émetteur en question à une bande ou à un Indien qui réside dans une réserve;

(b) the provision of lodging on a reserve, if it is invoiced to an Indian or a band.

For the purpose of this subsection, "**band**", "**Indian**" and "**reserve**" have the same meaning as in the *Indian Act* (Canada).

45(1) *Clause 9(2.6)(c) is replaced with the following:*

(c) a sale by a domestic boarding house to its residents at an all-inclusive single price for food and lodging for a continuous period of at least one month;

(c.1) a sale by a charitable or non-profit organization in the course of operating a recreational camp program primarily for children 17 years of age or under, or for underprivileged or disabled persons;

45(2) *The following is added after subsection 9(2.6):*

**Exception for sale of lodging in certain circumstances**

**9(2.7)** Despite subsection (2), tax is not required to be collected and remitted by a charitable or non-profit organization on a sale of lodging in the course of operating a recreational camp program primarily for children 17 years of age or under, or for underprivileged or disabled persons, if the organization paid tax as a purchaser of the lodging.

46(1) *Subsection 26(2.2) is amended by adding the following after clause (b):*

and the applicant provides evidence sufficient to satisfy the minister that the applicant is entitled to the refund.

b) de la fourniture d'un gîte dans une réserve, si ce service est facturé à un Indien ou à une bande.

Pour l'application du présent paragraphe, « **bande** », « **Indien** » et « **réserve** » s'entendent au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada).

45(1) *L'alinéa 9(2.6)c) est remplacé par ce qui suit :*

c) vente par une pension de famille à ses résidents, à un prix fixe tout compris s'appliquant au gîte et au couvert, pendant une période continue d'au moins un mois;

c.1) vente par un organisme de bienfaisance ou sans but lucratif dans le cadre de la gestion d'un programme de camp de loisirs destiné principalement à des enfants d'au plus 17 ans ou à des personnes défavorisées ou handicapées;

45(2) *Il est ajouté, après le paragraphe 9(2.6), ce qui suit :*

**Exception — vente de services d'hébergement dans certaines circonstances**

**9(2.7)** Par dérogation au paragraphe (2), aucune taxe ne peut être perçue ni remise par un organisme de bienfaisance ou sans but lucratif à l'égard d'une vente de services d'hébergement effectuée dans le cadre de la gestion d'un programme de camp de loisirs destiné principalement à des enfants d'au plus 17 ans ou à des personnes défavorisées ou handicapées, pour autant que l'organisme ait payé une taxe à titre d'acheteur de ces services.

46(1) *Le paragraphe 26(2.2) est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :*

De plus, l'auteur de la demande doit établir de façon satisfaisante pour le ministre qu'il a droit au remboursement.

46(2) *Subsection 26(13) is replaced with the following:*

**Refund in respect of manure lagoon liner**

**26(13)** If a farmer has paid an amount in respect of tax paid by a purchaser in respect of a liner for a manure lagoon installed by the purchaser for the farmer's use in the farming production of livestock, the minister may refund to the farmer the amount so paid.

46(3) *Subsection 26(14) is amended*

(a) *in the section heading, by striking out "or lift chair"; and*

(b) *in the section,*

(i) *by striking out "a lift chair or", and*

(ii) *by striking out "equipment" and substituting "bed".*

46(4) *The following is added after subsection 26(14):*

**Refund in respect of motor vehicle**

**26(15)** If

(a) the purchaser of a motor vehicle or off-road vehicle as defined in subsection 2.2(1), after registering the vehicle under *The Drivers and Vehicles Act*, obtains an appraisal report prepared and certified, in approved form, by a vehicle dealer who regularly deals in that type of vehicle or by an employee of an appraisal firm who is qualified to appraise that type of vehicle; and

(b) according to the appraisal report, the appraised value of the vehicle is less than the value on which tax was paid by the purchaser;

the minister may refund to the purchaser the tax paid by the purchaser in excess of the tax payable on the appraised value.

46(2) *Le paragraphe 26(13) est remplacé par ce qui suit :*

**Remboursement pour revêtements de bassins à déjections**

**26(13)** Le ministre peut rembourser à un agriculteur le montant versé à l'égard de la taxe payée par un acheteur sur un revêtement de bassin à déjections qu'il a installé afin que l'agriculteur l'utilise pour la production agricole de bétail.

46(3) *Le paragraphe 26(14) est modifié :*

a) *dans le titre, par suppression de « ou à un fauteuil releveur »;*

b) *dans le texte, par suppression :*

(i) *de « d'un fauteuil releveur, »,*

(ii) *de « du fauteuil ou ».*

46(4) *Il est ajouté, après le paragraphe 26(14), ce qui suit :*

**Remboursement ayant trait à un véhicule automobile**

**26(15)** Le ministre peut rembourser tout excédent de taxe payé par l'acheteur d'un véhicule automobile ou d'un véhicule à caractère non routier au sens du paragraphe 2.2(1) dans le cas où cet acheteur, après avoir immatriculé le véhicule en vertu de la *Loi sur les conducteurs et les véhicules*, obtient un rapport d'évaluation — établi et attesté, au moyen de la formule approuvée, par un commerçant de véhicules faisant régulièrement le commerce de ce genre de véhicule ou par un employé d'un cabinet d'évaluateurs ayant les compétences voulues pour évaluer ce genre de véhicule — indiquant que la valeur estimative du véhicule est inférieure à la valeur à l'égard de laquelle il a payé une taxe.

**Refund in respect of vehicle or aircraft purchased for use outside Manitoba**

**26(16)** If a person,

- (a) while resident in Canada, purchases a vehicle, off-road vehicle or aircraft;
- (b) takes the purchased property out of Manitoba, for use permanently outside Manitoba, within 30 days after purchasing it; and
- (c) pays any tax payable in the jurisdiction to which the purchased property is taken for use in that jurisdiction;

the minister may refund the tax paid by the purchaser in Manitoba on the purchase of the property.

**Refund in respect of property purchased for use outside Canada**

**26(17)** If

- (a) a purchaser who is not resident in Canada pays tax in the amount of \$50 or more on a purchase of tangible personal property other than tobacco products, liquor, wine or beer; and
- (b) within 30 days after the date of the purchase, the property is taken out of Canada by or on behalf of the purchaser to be used permanently outside of Canada;

the minister may refund the tax so paid by the purchaser.

**Véhicule ou aéronef utilisé à l'extérieur du Manitoba**

**26(16)** Le ministre peut rembourser la taxe payée au Manitoba à l'égard de l'achat d'un véhicule, d'un véhicule à caractère non routier ou d'un aéronef si l'acheteur remplit les conditions suivantes :

- a) il est résident canadien au moment de l'achat;
- b) il transporte le bien acheté à l'extérieur de la province dans les 30 jours suivant son achat en vue de l'utiliser en permanence à l'extérieur de celle-ci;
- c) il paie la taxe exigible dans le territoire où le bien acheté est transporté en vue de son utilisation.

**Remboursement à l'égard des biens acquis en vue de leur utilisation à l'extérieur du Canada**

**26(17)** Le ministre peut rembourser à un acheteur ne résidant pas au Canada toute taxe d'au moins 50 \$ qu'il a payée à l'égard de l'achat d'un bien personnel corporel, à l'exclusion de produits du tabac, de boissons alcoolisées, de vin ou de bière, pour autant que le bien soit transporté à l'extérieur du pays par l'acheteur ou pour lui dans les 30 jours suivant l'achat en vue de son utilisation en permanence à l'extérieur du pays.

## PART 7

### THE TAX ADMINISTRATION AND MISCELLANEOUS TAXES ACT

*C.C.S.M. c. T2 amended*

47 *The Tax Administration and Miscellaneous Taxes Act is amended by this Part.*

48 *Subsection 4(2) is replaced with the following:*

#### **Designation of tax officer as peace officer**

**4(2)** The director may designate a tax officer or a class of tax officers as peace officers for the purpose of the administration and enforcement of any or all of the tax Acts. Any tax officer so designated, or belonging to a class of tax officers so designated, in relation to a tax Act is deemed for the purpose of *The Summary Convictions Act* to be a peace officer in relation to that tax Act.

49 *The following is added after section 4:*

#### **Provisions not applicable to tax officers, etc.**

**4.1** No provision of a tax Act

- (a) that restricts or prohibits the possession, use or operation of any thing; or
- (b) under which the possession, use or operation of any thing by a person is an offence;

applies to

- (c) a tax officer who is in possession of the thing in connection with the administration or enforcement of a tax Act or a regulation;
- (d) a peace officer or a member of the technical or scientific staff of a department of the Government of Canada or Manitoba who is in possession of the thing for the purposes of, and in connection with, his or her employment; or
- (e) a person acting as an agent for a person described in clause (c) or (d).

## PARTIE 7

### LOI SUR L'ADMINISTRATION DES IMPÔTS ET DES TAXES ET DIVERS IMPÔTS ET TAXES

*Modification du c. T2 de la C.P.L.M.*

47 *La présente partie modifie la Loi sur l'administration des impôts et des taxes et divers impôts et taxes.*

48 *Le paragraphe 4(2) est remplacé par ce qui suit :*

#### **Désignation d'agents du fisc à titre d'agents de la paix**

**4(2)** Le directeur peut désigner un agent du fisc ou une catégorie d'agents du fisc à titre d'agents de la paix pour l'application et l'exécution de certaines ou de l'ensemble des lois fiscales. Tout agent du fisc désigné à ce titre, ou appartenant à une catégorie d'agents du fisc désignée à ce titre, relativement à une loi fiscale est réputé, pour l'application de la *Loi sur les poursuites sommaires*, être un agent de la paix relativement à cette loi fiscale.

49 *Il est ajouté, après l'article 4, ce qui suit :*

#### **Dispositions non applicables aux agents du fisc**

**4.1** Les dispositions d'une loi fiscale qui restreignent ou interdisent la possession, l'utilisation ou le fonctionnement d'une chose ou selon lesquelles le fait pour une personne de posséder ou d'utiliser une chose ou de la faire fonctionner constitue une infraction ne s'appliquent pas à un agent du fisc qui est en possession de la chose relativement à l'application ou à l'exécution d'une loi fiscale ou d'un règlement, à un agent de la paix ou à un membre du personnel technique ou scientifique d'un ministère du gouvernement du Canada ou du Manitoba qui est en possession de la chose pour les besoins de son emploi et dans le cadre de celui-ci ni à une personne agissant à titre de mandataire de l'agent du fisc, de l'agent de la paix ou du membre en question.

50(1) *Subsection 9(1) is amended by adding "statutory or government" before "holiday" wherever it occurs.*

50(2) *Subsection 9(2) is replaced with the following:*

**Exception**

**9(2)** Despite subsection (1), if the due date for filing a periodic return of information or remitting the tax to be remitted with such a return falls on a weekend or a statutory or government holiday, the due date is extended to the next day that does not fall on a weekend or a statutory or government holiday.

51(1) *Clause 10(1.2)(a) is amended by striking out "a taxation Act of Canada or of another province or territory of Canada" and substituting "an Act of Canada or of another province or territory of Canada that imposes a tax or levies a duty".*

51(2) *The part of subsection 10(1.3) after clause (c) is amended by striking out "a taxation Act of Canada or of another province or territory of Canada" and substituting "an Act of Canada or of another province or territory of Canada that imposes a tax or levies a duty".*

51(3) *Subsection 10(2) is amended*

*(a) by replacing clause (c) with the following:*

(c) a permit under *The Tobacco Tax Act* for producing any mark or stamp, including tear tape, capable of being applied to the packaging of a tobacco product to represent it as being marked or stamped for the tax purposes of Manitoba, if the director is not satisfied that the applicant for the permit will

50(1) *Le paragraphe 9(1) est modifié :*

*a) par adjonction, après « se termine une fin de semaine ou jour férié », de « du gouvernement ou autre »;*

*b) par adjonction, après « précède une fin de semaine ou un », de « tel ».*

50(2) *Le paragraphe 9(2) est remplacé par ce qui suit :*

**Exception**

**9(2)** Par dérogation au paragraphe (1), si elle tombe une fin de semaine ou un jour férié du gouvernement ou autre, la date d'échéance pour le dépôt d'une déclaration de renseignements périodique ou la remise de taxe devant accompagner une telle déclaration est reportée jusqu'au prochain jour qui ne tombe pas une fin de semaine ou un tel jour férié.

51(1) *L'alinéa 10(1.2)a) est modifié par substitution, à « à une loi d'imposition du Canada ou d'une autre province ou d'un territoire canadien », de « à une loi du Canada ou d'une autre province ou d'un territoire canadien qui impose une taxe ou lève un droit ».*

51(2) *Le passage introductif du paragraphe 10(1.3) est modifié par substitution, à « à une loi d'imposition du Canada ou d'une autre province ou d'un territoire canadien », de « à une loi du Canada ou d'une autre province ou d'un territoire canadien qui impose une taxe ou lève un droit ».*

51(3) *Le paragraphe 10(2) est modifié :*

*a) par substitution, à l'alinéa c), de ce qui suit :*

c) une licence sous le régime de la *Loi de la taxe sur le tabac* en vue de la production de marques ou de timbres, y compris des bandelettes d'ouverture, pouvant être apposés sur des emballages de produits du tabac et constituant une indication de marquage ou de timbrage à des fins fiscales pour le Manitoba, s'il n'est pas convaincu que l'auteur de la demande de licence :



(i) take reasonable steps to ensure the security of the marks or stamps in the applicant's possession and the applicant's equipment for producing marks or stamps,

(ii) ensure that the marks or stamps produced by the applicant will identify them as having been produced by the applicant,

(iii) keep adequate records of the quantity of marks or stamps produced by the applicant, and

(iv) cooperate with an inspection, examination or audit;

*(b) by adding "and" at the end of clause (d) and adding the following after clause (d):*

(e) a tax authorization to a person if the director has reason to believe that it would be in the public interest to do so.

(i) prendra les mesures voulues pour que soient gardés en sécurité les marques ou les timbres qu'il a en sa possession ainsi que son matériel servant à les produire,

(ii) veillera à ce que les marques ou les timbres qu'il a produits indiquent qu'ils ont été produits par lui,

(iii) tiendra des registres convenables concernant la quantité de marques ou de timbres qu'il a produits,

(iv) facilitera tout examen, inspection ou vérification;

*b) par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :*

e) une autorisation fiscale à une personne s'il a des motifs de croire que l'intérêt public le commande.

52 *Subsection 34(4) is amended*

*(a) by adding the following after subclause (b)(i):*

(i.1) second, to pay a penalty equal to three times the tax that would be payable on a purchase of the bulk fuel by a purchaser,

*(b) in subclause (b)(ii), by striking out "second" and substituting "third"; and*

*(c) in subclause (c)(i), by striking out "the amount referred to in subsection (1)" and substituting "a penalty equal to three times the tax that would be payable on a purchase of the bulk fuel by a purchaser".*

52 *Le paragraphe 34(4) est modifié :*

*a) dans l'alinéa b), par substitution, à « puis », de « en deuxième lieu au paiement d'une pénalité égale au triple de la taxe qui serait exigible si un acheteur se procurait le carburant en vrac, puis, en troisième lieu, »;*

*b) dans l'alinéa c), par substitution, à « le montant visé au paragraphe (1) », de « une pénalité égale au triple de la taxe qui serait exigible si un acheteur se procurait le carburant en vrac ».*

53 *The following is added after section 39:*

**Penalty — missing tobacco mark, stamp or tear tape 39.1(1)** Every person who is issued or acquires a mark, stamp or tear tape to be applied to a tobacco product or its packaging and cannot account for the mark, stamp or tear tape as being in his or her possession is liable, upon assessment by the director, to a penalty unless

53 *Il est ajouté, après l'article 39, ce qui suit :*

**Pénalités — marques, timbres ou bandelettes d'ouverture manquants 39.1(1)** Toute personne qui obtient ou acquiert des marques, des timbres ou des bandelettes d'ouverture devant être apposés sur des produits du tabac ou sur leur emballage et qui ne peut rendre des comptes à leur sujet est tenue, dès qu'une cotisation est établie à cet égard, de verser une pénalité à moins, selon le cas :

(a) the person satisfies the director that the mark, stamp or tear tape was affixed to a tobacco product or its packaging as prescribed under *The Tobacco Tax Act* and that an amount has been remitted on account of tax under that Act on that product; or

(b) in the case of a mark, stamp or tear tape that was cancelled, the person satisfies the director that it was returned or destroyed as instructed by the director.

#### **Amount of penalty**

**39.1(2)** The amount of the penalty for any mark, stamp or tear tape not accounted for is equal to the tax that would be imposed on the type and quantity of tobacco product to which, or to the packaging of which, the mark, stamp or tear tape was designed to have been applied.

54 *Clause 42(2)(a) is amended by adding "or subsection 39.1(1) (missing tobacco marks or stamps)" at the end.*

55(1) *Subsection 44(1) is replaced with the following:*

#### **Liability of transferee after non-arm's length transfer**

**44(1)** If a person transfers money or other property directly or indirectly, by means of a trust or by any other means, to or for the benefit of another person

(a) with whom the transferor, at the time of the transfer, is not dealing at arm's length; or

(b) who is under the age of 18 years;

the transferee is liable, upon assessment under section 46, for the transferor's tax debt to the extent provided for in subsection (2), unless the transferor establishes that he or she was not a tax debtor at the time of the transfer and did not make the transfer in anticipation of becoming liable for another person's existing tax debt.

a) qu'elle ne convainque le directeur que les marques, les timbres ou les bandelettes d'ouverture ont été apposés sur des produits du tabac ou sur leur emballage conformément à ce qui est prescrit sous le régime de la *Loi de la taxe sur le tabac* et qu'un montant a été remis au titre de la taxe visée par cette loi sur ces produits;

b) dans le cas de marques, de timbres ou de bandelettes d'ouverture annulés, qu'elle ne convainque le directeur qu'ils ont été retournés ou détruits conformément à ses instructions.

#### **Montant de la pénalité**

**39.1(2)** Le montant de la pénalité à verser à l'égard de chaque marque, timbre ou bandelette d'ouverture dont il n'est pas rendu compte correspond à la taxe qui serait imposée relativement au type et à la quantité de produit du tabac sur lequel —, ou sur l'emballage duquel — la marque, le timbre ou la bandelette d'ouverture était censé avoir été apposé.

54 *L'alinéa 42(2)a) est modifié par adjonction, à la fin, de « ou 39.1(1)».*

55(1) *Le paragraphe 44(1) est remplacé par ce qui suit :*

#### **Responsabilité — transfert de biens entre personnes ayant un lien de dépendance**

**44(1)** Si une personne transfère des biens, y compris de l'argent, directement ou indirectement, au moyen d'une fiducie ou de toute autre façon en faveur d'une autre personne avec laquelle elle a, au moment du transfert, un lien de dépendance ou qui est âgée de moins de 18 ans, le destinataire du transfert est responsable, dès qu'une cotisation est établie à cet égard en vertu de l'article 46, de la dette fiscale de l'auteur du transfert dans la mesure prévue au paragraphe (2), à moins que l'auteur du transfert ne prouve qu'il n'était pas débiteur fiscal au moment du transfert et n'a pas effectué celui-ci parce qu'il prévoyait devenir responsable de la dette fiscale existante d'une autre personne.

55(2) *Subsection 44(2) is amended*

(a) in subclause (a)(i), by adding "and any tax debt of the transferor assessed after the time of the transfer in respect of a tax liability that arose before the time of the transfer" after "transfer"; and

(b) by replacing clause (b) with the following:

(b) interest payable on that amount, calculated at the same rate that applies to the transferor's tax debt,

(i) from the date of the transfer to the date of payment, or

(ii) if the transferor's debt arose only upon an assessment under section 46 that was made after the date of the transfer, from the date of the assessment to the date of payment.

56 *Subsection 45(6) is amended by adding "*, including any amount assessed on or after that date in respect of transactions that occurred before that date," after "the date of sale".

57 *The following is added after subsection 53(5).*

**Director may apply refund to taxes, interest and penalties owing**

**53(6)** If a person is entitled to a refund under this section or under any provision of a tax Act, the director may apply all or any part of the refundable amount to

(a) the payment of a tax debt owing by the person; or

(b) the payment of any tax, interest or penalties payable by the person under a tax law of Canada.

55(2) *Le paragraphe 44(2) est modifié :*

a) dans le sous-alinéa a)(i), par adjonction, après « moment du transfert », de « et toute dette fiscale de celui-ci ayant fait l'objet d'une cotisation après ce moment à l'égard d'une obligation fiscale née avant le même moment »;

b) par substitution, à l'alinéa b), de ce qui suit :

b) l'intérêt payable sur ce montant, calculé au taux qui s'applique à la dette fiscale de l'auteur du transfert :

(i) à compter de la date du transfert jusqu'à la date du paiement,

(ii) si la dette fiscale de l'auteur du transfert est née après la date de celui-ci à la suite de l'établissement d'une cotisation en vertu de l'article 46, à compter de la date d'établissement de la cotisation jusqu'à la date du paiement.

56 *Le paragraphe 45(6) est modifié par adjonction, après « dette fiscale du vendeur », de « , y compris tout montant ayant fait l'objet d'une cotisation à compter de cette date à l'égard d'opérations ayant eu lieu avant la même date ».*

57 *Il est ajouté, après le paragraphe 53(5), ce qui suit :*

**Affectation du remboursement aux taxes, aux intérêts et aux pénalités**

**53(6)** Si une personne a droit à un remboursement en vertu du présent article ou en vertu d'une disposition d'une loi fiscale, le directeur peut affecter tout ou partie du montant remboursable :

a) au paiement d'une dette fiscale de la personne;

b) au paiement d'une taxe, d'intérêts ou de pénalités exigibles d'elle sous le régime d'une loi d'imposition du Canada.

### Notice of application of refund

**53(7)** When applying an amount under subsection (6) to the payment of another amount owing by the person entitled to a refund, the director must give the person a written notice setting out

- (a) the amount so applied;
- (b) the debt to which it was applied; and
- (c) the date on which it was so applied.

58 *Subsection 77(1) of the English version is amended by striking out "or" at the end of clause (e) and adding "or" at the end of clause (e.2).*

59(1) *Clause 79(2)(a) is amended*

- (a) in subclause (i), by striking out "imprisonment for up to three months, or both,"; and
- (b) in subclause (ii), by striking out ", imprisonment for up to 12 months, or both".

59(2) *Subsection 79(3) is repealed.*

60(1) *Clause 80(2)(a) is replaced with the following:*

- (a) is in possession of more than four units of unmarked tobacco contrary to section 3.1 or 3.3 of *The Tobacco Tax Act*;
- (a.1) is in possession of fewer than five units of unmarked tobacco contrary to section 3.1 or 3.3 of *The Tobacco Tax Act*;

60(2) *Clause 80(4)(a) is replaced with the following:*

- (a) in the case of an individual who is guilty of an offence under clause (2)(a.1) or (d.1),
  - (i) for a first offence, a fine of at least \$1,000 and not more than \$10,000,

### Avis

**53(7)** S'il affecte un montant au paiement d'un autre montant dû par la personne ayant droit à un remboursement, le directeur avise celle-ci par écrit :

- a) du montant affecté;
- b) de la dette en question;
- c) de la date de l'affectation.

58 *Le paragraphe 77(1) de la version anglaise est modifié par suppression de « or », à la fin de l'alinéa e), et par adjonction de « or » à la fin de l'alinéa e.2).*

59(1) *L'alinéa 79(2)a) est modifié :*

- a) dans le sous-alinéa (i), par suppression de « et un emprisonnement maximal de 3 mois, ou l'une de ces peines »;
- b) dans le sous-alinéa (ii), par suppression de « et un emprisonnement maximal de 12 mois, ou l'une de ces peines ».

59(2) *Le paragraphe 79(3) est abrogé.*

60(1) *L'alinéa 80(2)a) est remplacé par ce qui suit :*

- a) a en sa possession plus de quatre unités de tabac non marqué contrairement à l'article 3.1 ou 3.3 de la *Loi de la taxe sur le tabac*;
- a.1) a en sa possession moins de cinq unités de tabac non marqué contrairement à l'article 3.1 ou 3.3 de la *Loi de la taxe sur le tabac*;

60(2) *L'alinéa 80(4)a) est remplacé par ce qui suit :*

- a) s'il s'agit d'un particulier qui est coupable d'une infraction prévue à l'alinéa (2)a.1) ou d.1) :
  - (i) une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$, dans le cas d'une première infraction,

(ii) for a second offence, a fine of at least \$10,000 and not more than \$50,000, and

(iii) for a third or subsequent offence, a fine of at least \$50,000 and not more than \$100,000;

(a.1) in the case of an individual who is guilty of any other offence under this section,

(i) for a first offence, a fine of at least \$1,000 and not more than \$10,000, imprisonment for up to six months, or both,

(ii) for a second offence, a fine of at least \$10,000 and not more than \$50,000, imprisonment for up to one year, or both, and

(iii) for a third or subsequent offence, a fine of at least \$50,000 and not more than \$100,000, imprisonment for up to two years, or both;

(ii) une amende de 10 000 \$ à 50 000 \$, dans le cas d'une deuxième infraction,

(iii) une amende de 50 000 \$ à 100 000 \$, à partir de la troisième infraction;

a.1) s'il s'agit d'un particulier qui est coupable d'une autre infraction prévue au présent article :

(i) une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, dans le cas d'une première infraction,

(ii) une amende de 10 000 \$ à 50 000 \$ et un emprisonnement maximal de un an, ou l'une de ces peines, dans le cas d'une deuxième infraction,

(iii) une amende de 50 000 \$ à 100 000 \$ et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines, à partir de la troisième infraction;

60(3) *The part of subsection 80(5) before clause (a) is amended by adding ", other than an offence under clause (2)(a.1) or (d.1)," after "under this section".*

60(3) *Le passage introductif du paragraphe 80(5) est modifié par adjonction, après « au présent article », de « , à l'exclusion d'une infraction prévue à l'alinéa (2)a.1) ou d.1), ».*

61 *The definition "common-law partner" in subsection 111(1) is amended by striking out "or" at the end of clause (a), adding "or" at the end of clause (b) and adding the following after clause (b):*

61 *La définition de « conjoint de fait » figurant au paragraphe 111(1) est modifiée par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :*

(c) with the other person, registered their common-law relationship under section 13.1 of *The Vital Statistics Act*,

c) elle a fait enregistrer avec l'autre personne son union de fait conformément à l'article 13.1 de la *Loi sur les statistiques de l'état civil*.

*Unproclaimed provision repealed*

62 *Section 73 of The Budget Implementation and Tax Statutes Amendment Act, 2008, S.M. 2008, c. 3, is repealed.*

*Abrogation d'une disposition non proclamée*

62 *L'article 73 de la Loi d'exécution du budget de 2008 et modifiant diverses dispositions législatives en matière de fiscalité, c. 3 des L.M. 2008, est abrogé.*

## PART 8

### THE TOBACCO TAX ACT

*C.C.S.M. c. T80 amended*

63 *The Tobacco Tax Act is amended by this Part.*

64(1) *Subsection 2(1) is amended*

*(a) in clause (a), by striking out "20.5¢" and substituting "22.5¢";*

*(b) in clause (c), by striking out "18¢" and substituting "20¢"; and*

*(c) in clause (d), by striking out "19.5¢" and substituting "21.5¢".*

64(2) *Subsection 2(6) is replaced with the following:*

#### **Definition of "price at retail"**

**2(6)** In this section, for the purpose of determining the amount of tax payable on a cigar, "**price at retail**" means the price paid by the purchaser for the cigar or, where that price cannot be determined or no price is paid for the cigar, the price set by the minister for that cigar or that type of cigar.

65 *Section 3 is amended by striking out "the amount" and substituting "the total of the amounts".*

66 *Clause 3.1(3)(a.1) is amended by striking out "Excise Tax Act (Canada)" and substituting "Excise Act, 2001 (Canada)".*

## PARTIE 8

### LOI DE LA TAXE SUR LE TABAC

*Modification du c. T80 de la C.P.L.M.*

63 *La présente partie modifie la Loi de la taxe sur le tabac.*

64(1) *Le paragraphe 2(1) est modifié :*

*a) dans l'alinéa a), par substitution, à « 20,5 ¢ », de « 22,5 ¢ »;*

*b) dans l'alinéa c), par substitution, à « 18 ¢ », de « 20 ¢ »;*

*c) dans l'alinéa d), par substitution, à « 19,5 ¢ », de « 21,5 ¢ ».*

64(2) *Le paragraphe 2(6) est remplacé par ce qui suit :*

#### **Définition de « prix de détail »**

**2(6)** Pour l'application du présent article, aux fins de la détermination du montant de la taxe à payer sur un cigare, « **prix de détail** » s'entend du prix que l'acheteur a payé à son égard ou, lorsque le prix ne peut être déterminé ou qu'aucun prix n'est payé pour le cigare, du prix que le ministre fixe à son égard ou pour ce type de cigare.

65 *L'article 3 est modifié par substitution, à « le montant de la taxe », de « le total des montants ».*

66 *L'alinéa 3.1(3)a.1) est modifié par substitution, à « Loi sur la taxe d'accise (Canada) », de « Loi de 2001 sur l'accise (Canada) ».*

67 *The following is added after subsection 10(1):*

**Collection of tax on cigars**

**10(1.1)** If a collector who sells a cigar at wholesale does not know the price at which it is later sold at retail, the collector is deemed to have collected on account of the tax to be collected on the retail sale, an amount equal to the tax that would be payable by the retail purchaser if the price at retail were 120% of the wholesale price at which the cigar was sold by the collector.

68 *Clause 28(1)(b) is repealed.*

67 *Il est ajouté, après le paragraphe 10(1), ce qui suit :*

**Perception de la taxe sur les cigares**

**10(1.1)** Le collecteur qui vend un cigare au prix de gros et qui ne connaît pas le prix auquel il est ultérieurement vendu au détail est réputé avoir perçu, au titre de la taxe devant être perçue à l'égard de la vente au détail, un montant correspondant à la taxe qui devrait être versée par l'acheteur si le prix de détail représentait 120 % du prix de gros auquel le cigare a été vendu.

68 *L'alinéa 28(1)(b) est abrogé.*

## PART 9

### MISCELLANEOUS PROVISIONS

*City of Winnipeg Charter amended*

69(1) **The City of Winnipeg Charter** is amended by this section.

69(2) The definition "purchase price" in subsection 441(1) is replaced with the following:

**"purchase price"**, in relation to a sale in respect of which tax is payable under a by-law made under subsection 442(1), means the amount on which tax under *The Retail Sales Tax Act* is payable in respect of that sale, or would be payable if the sale were not exempt from tax under that Act. (« prix d'achat »)

69(3) Subsection 449(4) is amended by striking out "The Revenue Act" and substituting "The Retail Sales Tax Act".

*C.C.S.M. c. E116 amended*

70(1) **The Enforcement of Canadian Judgments Act** is amended by this section.

70(2) The definition "Canadian judgment" in section 1 is replaced with the following:

**"Canadian judgment"** means

(a) subject to subsection (2), a judgment, decree or order made in a civil proceeding by a court of a province or territory of Canada, other than Manitoba,

## PARTIE 9

### DISPOSITIONS DIVERSES

*Modification de la Charte de la ville de Winnipeg*

69(1) Le présent article modifie la **Charte de la ville de Winnipeg**.

69(2) La définition de « prix d'achat » figurant au paragraphe 441(1) est remplacée par ce qui suit :

« **prix d'achat** » Le montant sur lequel la taxe visée par la *Loi de la taxe sur les ventes au détail* doit être payée relativement à une vente à l'égard de laquelle une taxe est exigible en application d'un règlement municipal pris en vertu du paragraphe 442(1) ou devrait être payée si la vente ne faisait pas l'objet d'une exemption de taxe sous le régime de cette loi. ("purchase price")

69(3) Le paragraphe 449(4) est modifié par substitution, à « aux termes de la *Loi sur le revenu* », de « en vertu de la *Loi de la taxe sur les ventes au détail* ».

*Modification du c. E116 de la C.P.L.M.*

70(1) Le présent article modifie la **Loi sur l'exécution des jugements canadiens**.

70(2) La définition de « jugement canadien » figurant à l'article 1 est remplacée par ce qui suit :

« **jugement canadien** »

a) Sous réserve du paragraphe (2), jugement, décision ou ordonnance rendu dans le cadre d'une instance civile par un tribunal d'une province ou d'un territoire du Canada autre que le Manitoba et qui, selon le cas :



(i) that requires a person to pay money, including an order for the payment of money that is made in the exercise of a judicial function by a tribunal of a province or territory of Canada, other than Manitoba, and is enforceable as a judgment of the superior court of unlimited trial jurisdiction in that province or territory,

(ii) under which a person is required to do or not do an act or thing, or

(iii) that declares rights, obligations or status in relation to a person or thing; and

(b) a Canadian tax judgment. (« jugement canadien »)

(i) enjoint à une personne de payer une somme, étant notamment visée toute ordonnance imposant le paiement d'une somme qu'un tribunal administratif d'une province ou d'un territoire du Canada, à l'exception du Manitoba, a rendue dans l'exercice de fonctions judiciaires et qui est exécutoire de la même manière qu'un jugement de la cour supérieure de compétence illimitée en première instance de cette province ou de ce territoire,

(ii) enjoint à une personne de faire ou de ne pas faire quelque chose,

(iii) statue en matière de droits, d'obligations ou d'état relativement à une personne ou à une chose;

b) jugement canadien de nature fiscale. ("Canadian judgment")

70(3) *Section 1 is further amended by adding the following definitions:*

**"Canadian tax judgment"** means

(a) a judgment made, before or after the coming into force of this definition, by a court of a province or territory of Canada other than Manitoba for the recovery of an amount of money payable under a tax Act; and

(b) a certificate of an amount payable under a tax Act that is or was registered, before or after the coming into force of this definition, in a court of a province or territory of Canada other than Manitoba and is deemed under the law of that province or territory to be a judgment of that court. (« jugement canadien de nature fiscale »)

**"tax Act"** means an Act that imposes a tax or levy or that governs the administration and enforcement of an Act that imposes a tax or levy. (« loi fiscale »)

70(3) *L'article 1 est également modifié par adjonction, en ordre alphabétique, des définitions suivantes :*

**« jugement canadien de nature fiscale »**

a) Jugement rendu, avant ou après l'entrée en vigueur de la présente définition, par un tribunal d'une province ou d'un territoire du Canada autre que le Manitoba en recouvrement d'une somme devant être payée en application d'une loi fiscale;

b) certificat attestant un montant devant être payé en application d'une loi fiscale, lequel certificat est ou a été enregistré, avant ou après l'entrée en vigueur de la présente définition, dans un tribunal d'une province ou d'un territoire du Canada autre que le Manitoba et est réputé être un jugement de ce tribunal en vertu des règles de droit de cette province ou de ce territoire. ("Canadian tax judgment")

**« loi fiscale »** Loi exigeant le paiement d'un impôt ou d'une taxe ou qui régit l'application et l'exécution d'une loi exigeant un tel paiement. ("tax Act")

70(4) Section 1 is further amended by renumbering it as subsection 1(1) and adding the following as subsection (2):

#### **Exclusions from "Canadian judgment"**

**1(2)** A judgment, decree or order referred to in clause (a) of the definition "Canadian judgment" in subsection (1) does not include one that

- (a) is for maintenance or support, including an order enforceable under *The Family Maintenance Act*;
- (b) is for the payment of money as a penalty or fine for committing an offence;
- (c) relates to the care, control or welfare of a minor, other than a Canadian civil protection order;
- (d) is made by a tribunal of a province or territory of Canada other than Manitoba whether or not it is enforceable as an order of the superior court of unlimited trial jurisdiction in that province or territory, to the extent that it provides for relief other than the payment of money; or
- (e) relates to the granting of probate or letters of administration or the administration of the estate of a deceased person.

*C.C.S.M. c. M226 amended*

71 The following is added after clause 22(1)(b.2) of **The Municipal Assessment Act**:

(b.3) is used as the conservation centre, as defined in section 1 of *The Polar Bear Protection Act*, and is used or operated, or held for use or operation, by Assiniboine Park Conservancy Inc.;

*S.M. 2010, c. 29 amended*

72 Clause 39(4)(i) of Schedule B to **The Budget Implementation and Tax Statutes Amendment Act, 2010**, S.M. 2010, c. 29, is repealed.

70(4) L'article 1 est de nouveau modifié par substitution, à son numéro, du numéro de paragraphe 1(1) et par adjonction de ce qui suit :

#### **Exclusions**

**1(2)** Ne sont pas visés par l'alinéa a) de la définition de « jugement canadien » les jugements, décisions ou ordonnances qui:

- a) se rapportent au paiement d'aliments ou d'une pension, y compris les ordonnances exécutoires en vertu de la *Loi sur l'obligation alimentaire*;
- b) se rapportent au paiement d'une somme à titre de peine ou d'amende imposée à la suite d'une infraction;
- c) se rapportent à la garde, à la responsabilité ou au bien-être d'un mineur, exception faite des ordonnances civiles de protection canadiennes;
- d) sont rendus par un tribunal administratif d'une province ou d'un territoire du Canada autre que le Manitoba, qu'ils soient ou non exécutoires de la même manière qu'une ordonnance de la cour supérieure de compétence illimitée en première instance de cette province ou de ce territoire, pour autant qu'ils prévoient une mesure de redressement autre que le paiement d'une somme;
- e) se rapportent à l'octroi de lettres d'homologation ou d'administration ou à l'administration de la succession d'une personne décédée.

*Modification du c. M226 de la C.P.L.M.*

71 Le paragraphe 22(1) de la **Loi sur l'évaluation municipale** est modifié par adjonction, après l'alinéa b.2), de ce qui suit :

b.3) ils servent à titre de centre de conservation, au sens de l'article 1 de la *Loi sur la protection des ours polaires*, et sont utilisés ou administrés par l'Assiniboine Park Conservancy Inc. ou sont détenus à cette fin;

*Modification du c. 29 des L.M. 2010*

72 L'alinéa 39(4)i) de l'annexe B de la **Loi d'exécution du budget de 2010 et modifiant diverses dispositions législatives en matière de fiscalité**, c. 29 des **L.M. 2010**, est abrogé.

*C.C.S.M. c. P143 amended*

73 *Clauses (e) and (f) of the definition "applicable percentage" in subsection 16.1(1) of **The Property Tax and Insulation Assistance Act** are replaced with the following:*

(e) in relation to the 2009 and 2010 taxation years, 75%; and

(f) in relation to a taxation year after 2010, 80%.

*Manitoba Regulation 122/2010 repealed*

74 ***The Farmland School Tax Rebate Regulation**, Manitoba Regulation 122/2010, is repealed.*

*Emissions Tax on Coal Act enacted*

75 ***The Emissions Tax on Coal Act** set out in Schedule A is hereby enacted.*

*Poverty Reduction Strategy Act enacted*

76 ***The Poverty Reduction Strategy Act** set out in Schedule B is hereby enacted.*

*Modification du c. P143 de la C.P.L.M.*

73 *Les alinéas e) et f) de la définition de « pourcentage applicable » figurant au paragraphe 16.1(1) de la **Loi sur l'aide en matière de taxes foncières et d'isolation thermique des résidences** sont remplacés par ce qui suit :*

e) dans le cas des années d'imposition 2009 et 2010, 75 %;

f) dans le cas d'une année d'imposition postérieure à 2010, 80 %.

*Abrogation du Règlement du Manitoba 122/2010*

74 *Le **Règlement sur le remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles**, R.M. 122/2010, est abrogé.*

*Édiction de la Loi de la taxe sur les émissions provenant du charbon*

75 *Est édictée la **Loi de la taxe sur les émissions provenant du charbon** figurant à l'annexe A.*

*Édiction de la Loi sur la stratégie de réduction de la pauvreté*

76 *Est édictée la **Loi sur la stratégie de réduction de la pauvreté** figurant à l'annexe B.*

## PART 10

### COMING INTO FORCE

#### *Coming into force*

77(1) *Except as otherwise provided in this section, this Act comes into force on the day it receives royal assent.*

#### **Part 1: The Corporation Capital Tax Act**

77(2) *Section 3 is deemed to have come into force on April 13, 2011.*

#### **Part 2: The Fuel Tax Act**

77(3) *Sections 6 and 7 are deemed to have come into force on April 1, 2011.*

#### **Part 4: The Income Tax Act**

77(4) *The following provisions are deemed to have come into force on January 1, 2011:*

(a) *subsections 15(1) to (5) and (7);*

(b) *section 16;*

(c) *subsection 17(2).*

77(5) *Subsection 15(6) and clause 17(1)(c) are deemed to have come into force on January 1, 2009.*

77(6) *Section 18 is deemed to have come into force on October 1, 2010.*

77(7) *Subsection 26(2) is deemed to have come into force on April 13, 2011, and applies to geothermal heat pumps sold on or after that day.*

77(8) *Subsection 26(4) is deemed to have come into force on April 13, 2011, and applies to geothermal equipment and installation costs incurred on or after that day.*

## PARTIE 10

### ENTRÉE EN VIGUEUR

#### *Entrée en vigueur*

77(1) *Sauf disposition contraire du présent article, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.*

#### **Partie 1 — Loi de l'impôt sur le capital des corporations**

77(2) *L'article 3 est réputé être entré en vigueur le 13 avril 2011.*

#### **Partie 2 — Loi de la taxe sur les carburants**

77(3) *Les articles 6 et 7 sont réputés être entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2011.*

#### **Partie 4 — Loi de l'impôt sur le revenu**

77(4) *Les dispositions indiquées ci-après sont réputées être entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011 :*

a) *les paragraphes 15(1) à (5) et (7);*

b) *l'article 16;*

c) *le paragraphe 17(2).*

77(5) *Le paragraphe 15(6) et l'alinéa 17(1)c) sont réputés être entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.*

77(6) *L'article 18 est réputé être entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2010.*

77(7) *Le paragraphe 26(2) est réputé être entré en vigueur le 13 avril 2011 et s'applique aux pompes à chaleur géothermiques vendues à compter de cette date.*

77(8) *Le paragraphe 26(4) est réputé être entré en vigueur le 13 avril 2011 et s'applique aux coûts de matériel géothermique et d'installation engagés à compter de cette date.*

**Part 5: The Municipal Revenue (Grants and Taxation) Act**

77(9) Part 5 is deemed to have come into force on April 1, 2011.

**Part 6: The Retail Sales Tax Act**

77(10) The following provisions are deemed to have come into force on May 1, 2011:

- (a) subsection 41(2);
- (b) subclause 43(1)(b)(iii) insofar as it enacts subclause 3(1)(w.1)(xi);
- (c) clause 43(1)(d), and clause 43(1)(f) insofar as it enacts clause 3(1)(ccc);
- (d) clause 44(3)(b), and clause 44(3)(e) insofar as it adds "or (ccc)".

77(11) The following provisions are deemed to have come into force on March 1, 2011:

- (a) clause 43(1)(e);
- (b) clause 43(1)(f) insofar as it enacts clause 3(1)(bbb);
- (c) clause 44(3)(c) insofar as it adds ", (jj)";
- (d) clause 44(3)(e) insofar as it adds ", (bbb)".

**Part 7: The Tax Administration and Miscellaneous Taxes Act**

77(12) Section 58 is deemed to have come into force on April 1, 2011.

77(13) Section 61 is deemed to have come into force on June 30, 2004.

**Part 8: The Tobacco Tax Act**

77(14) Subsection 64(1) is deemed to have come into force on April 13, 2011.

**Partie 5 — Loi sur les recettes des municipalités (subventions et imposition)**

77(9) La partie 5 est réputée être entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2011.

**Partie 6 — Loi de la taxe sur les ventes au détail**

77(10) Les dispositions indiquées ci-après sont réputées être entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2011 :

- a) le paragraphe 41(2);
- b) le sous-alinéa 43(1)(b)(iii) dans la mesure où il édicte le sous-alinéa 3(1)(w.1)(xi);
- c) l'alinéa 43(1)(d) et l'alinéa 43(1)(f) dans la mesure où celui-ci édicte l'alinéa 3(1)(ccc);
- d) l'alinéa 44(3)(b) et l'alinéa 44(3)(e) dans la mesure où celui-ci ajoute « ou ccc) ».

77(11) Les dispositions indiquées ci-après sont réputées être entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2011 :

- a) l'alinéa 43(1)(e);
- b) l'alinéa 43(1)(f) dans la mesure où il édicte l'alinéa 3(1)(bbb);
- c) l'alinéa 44(3)(c) dans la mesure où il ajoute « , (jj) »;
- d) l'alinéa 44(3)(e) dans la mesure où il ajoute « , (bbb) ».

**Partie 7 — Loi sur l'administration des impôts et des taxes et divers impôts et taxes**

77(12) L'article 58 est réputé être entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2011.

77(13) L'article 61 est réputé être entré en vigueur le 30 juin 2004.

**Partie 8 — Loi de la taxe sur le tabac**

77(14) Le paragraphe 64(1) est réputé être entré en vigueur le 13 avril 2011.

*Part 9: Miscellaneous Provisions*

77(15) *Subsection 69(2) is deemed to have come into force on January 1, 2011.*

77(16) *Subsection 69(3) is deemed to have come into force on April 1, 2008.*

77(17) *Section 71 comes into force on the day that section 4 of **The Polar Bear Protection Amendment Act (International Polar Bear Conservation Centre)**, S.M. 2010, c. 48, comes into force.*

77(18) *Section 72 is deemed to have come into force on April 1, 2011.*

77(19) *The Schedules to this Act, enacted by sections 75 and 76, come into force as provided in the coming into force section at the end of each Schedule.*

*Partie 9 — modifications diverses*

77(15) *Le paragraphe 69(2) est réputé être entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.*

77(16) *Le paragraphe 69(3) est réputé être entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2008.*

77(17) *L'article 71 entre en vigueur en même temps que l'article 4 de la **Loi modifiant la Loi sur la protection des ours polaires (Centre international de conservation des ours polaires)**, c. 48 des **L.M. 2010**.*

77(18) *L'article 72 est réputé être entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2011.*

77(19) *Les annexes de la présente loi, édictées par les articles 75 et 76, entrent en vigueur conformément à ce qu'elles prévoient.*

## SCHEDULE A

### THE EMISSIONS TAX ON COAL ACT

#### TABLE OF CONTENTS

##### Section

- 1 Definitions
- 2 Administration and enforcement
- 3 Emissions tax on coal
- 4 Regulations
- 5 Consequential amendment
- 6 C.C.S.M. reference
- 7 Coming into force

## ANNEXE A

### LOI DE LA TAXE SUR LES ÉMISSIONS PROVENANT DU CHARBON

#### TABLE DES MATIÈRES

##### Article

- 1 Définitions
- 2 Application et exécution
- 3 Taxe sur les émissions provenant du charbon
- 4 Règlements
- 5 Modification corrélative
- 6 *Codification permanente*
- 7 Entrée en vigueur

## THE EMISSIONS TAX ON COAL ACT

### Definitions

1 The following definitions apply in this Act.

"**director**" means the Deputy Minister of Finance or an Assistant Deputy Minister of Finance. (« directeur »)

"**minister**" means the Minister of Finance. (« ministre »)

### Administration and enforcement

2 Part I of *The Tax Administration and Miscellaneous Taxes Act* applies to the administration and enforcement of this Act.

### Emissions tax on coal

3(1) Every person who, in any calendar year, purchases more than one tonne of coal for use in Manitoba must, before March 1 of the next year,

(a) file with the director an information return in a form approved by the minister or the director; and

(b) pay to the minister an emissions tax on all the coal purchased by the person in that year for use in Manitoba, rounded to the nearest 1/10 of a tonne, calculated using

(i) the applicable rate or rates set out in subsection (2), unless a different rate is prescribed by regulation for the grade of coal purchased or the use for which it is purchased, or

(ii) the applicable rate or rates prescribed by regulation.

### Rates of tax

3(2) Subject to subsection (1) and the regulations, the tax rates for the different grades of coal (which are roughly equivalent to \$10 per tonne of CO<sub>2</sub> equivalent emissions) are as follows:

(a) for bituminous coal, \$22.57 per tonne;

(b) for sub-bituminous coal, \$17.37 per tonne;

## LOI DE LA TAXE SUR LES ÉMISSIONS PROVENANT DU CHARBON

### Définitions

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« **directeur** » Le sous-ministre des Finances ou tout sous-ministre adjoint des Finances. ("director")

« **ministre** » Le ministre des Finances. ("minister")

### Application et exécution

2 La partie I de la *Loi sur l'administration des impôts et des taxes et divers impôts et taxes* régit l'application et l'exécution de la présente loi.

### Taxe sur les émissions provenant du charbon

3(1) Toute personne qui, au cours d'une année civile, achète plus d'une tonne de charbon en vue de son utilisation au Manitoba doit, avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivante :

a) déposer auprès du directeur une déclaration de renseignements remplie au moyen de la formule approuvée par celui-ci ou par le ministre;

b) verser au ministre une taxe sur les émissions à l'égard de tout le charbon qu'elle s'est procuré à cette fin au cours de cette année, arrondi au dixième de tonne près, laquelle taxe est calculée à l'aide :

(i) du ou des taux applicables indiqués au paragraphe (2), à moins qu'un taux différent ne soit prévu par les règlements à l'égard de la catégorie de charbon achetée ou de son utilisation,

(ii) du ou des taux applicables prévus par les règlements.

### Taux de taxe

3(2) Sous réserve du paragraphe (1) et des règlements, les taux de taxe applicables aux diverses catégories de charbon (qui équivalent approximativement à 10 \$ par tonne d'émissions d'équivalents CO<sub>2</sub>) sont les suivants :

a) pour le charbon bitumineux, 22,57 \$ la tonne;

b) pour le charbon subbitumineux, 17,37 \$ la tonne;



(c) for lignite, \$14.27 per tonne;

(d) for any other grade of coal, including anthracite, \$23.97 per tonne.

#### **Tax payable at highest rate**

**3(3)** If a purchaser is not able to satisfy the director that a lower rate applies to the purchased coal, the highest rate applies in determining the tax payable on that coal.

#### **Regulations**

**4(1)** The Lieutenant Governor in Council may make regulations

(a) prescribing grades of coal that differ from those listed in subsection 3(2);

(b) prescribing a rate of emissions tax for any grade of coal that does not exceed the equivalent of \$10 per tonne of CO<sub>2</sub> equivalent emissions for that grade of coal;

(c) prescribing different uses of coal for any grade of coal and prescribing a rate of emissions tax for each prescribed use that does not exceed the emissions tax rate for that grade of coal as determined under clause (b) or under subsection 3(2);

(d) requiring all or any part of the tax payable under section 3 to be paid in instalments, and prescribing the due dates for those instalments and a formula or other method for determining the amounts of the instalments;

(e) respecting any other matter the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable for the administration of this Act.

#### **Effective date**

**4(2)** A regulation under this section may be made retroactive to the extent the Lieutenant Governor in Council considers it necessary to implement or give effect to

(a) a tax measure included in a budget presented to the Legislative Assembly; or

(b) an amendment to this Act.

c) pour le lignite, 14,27 \$ la tonne;

d) pour toute autre catégorie de charbon, y compris l'anthracite, 23,97 \$ la tonne.

#### **Taux maximal**

**3(3)** Si un acheteur n'est pas en mesure de convaincre le directeur qu'un taux inférieur s'applique au charbon acheté, le taux maximal s'applique aux fins de la détermination de la taxe exigible sur ce charbon.

#### **Règlements**

**4(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) prévoir des catégories de charbon différentes de celles mentionnées au paragraphe 3(2);

b) prévoir à l'égard de toute catégorie de charbon un taux de taxe sur les émissions qui n'excède pas l'équivalent de 10 \$ par tonne d'émissions d'équivalents CO<sub>2</sub> pour cette catégorie de charbon;

c) prévoir des utilisations différentes du charbon pour les catégories de charbon et prévoir à l'égard de chacune des utilisations un taux de taxe sur les émissions qui n'excède pas le taux applicable à cette catégorie de charbon et déterminé conformément à l'alinéa b) ou au paragraphe 3(2);

d) exiger que la totalité ou une partie de la taxe visée à l'article 3 soit payée par acomptes provisionnels et prévoir les dates d'exigibilité de ces acomptes ainsi qu'une formule ou une autre méthode permettant de déterminer leur montant;

e) prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire ou souhaitable pour l'application de la présente loi.

#### **Date d'effet**

**4(2)** Les règlements pris en vertu du présent article peuvent avoir un effet rétroactif dans la mesure où le lieutenant-gouverneur en conseil l'estime nécessaire afin qu'il soit donné effet :

a) aux mesures fiscales prévues dans un budget présenté à l'Assemblée législative;

b) aux modifications apportées à la présente loi.

*Consequential amendment, C.C.S.M. c. T2*

**5** The definition "tax Act" in subsection 1(1) of *The Tax Administration and Miscellaneous Taxes Act* is amended by adding the following after clause (a.1):

(a.2) *The Emissions Tax on Coal Act*;

**C.C.S.M. reference**

**6** This Act may be referred to as chapter E90 of the *Continuing Consolidation of the Statutes of Manitoba*.

**Coming into force**

**7** This Act comes into force on January 1, 2012.

*Modification corrélative — c. T2 de la C.P.L.M.*

**5** La définition de « loi fiscale » figurant au paragraphe 1(1) de la *Loi sur l'administration des impôts et des taxes et divers impôts et taxes* est modifiée par adjonction, après l'alinéa a.1), de ce qui suit :

a.2) la *Loi de la taxe sur les émissions provenant du charbon*;

**Codification permanente**

**6** La présente loi constitue le chapitre E90 de la *Codification permanente des lois du Manitoba*.

**Entrée en vigueur**

**7** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

## SCHEDULE B

### THE POVERTY REDUCTION STRATEGY ACT

#### TABLE OF CONTENTS

##### Section

- 1 Definitions
- 2 Poverty reduction and social inclusion strategy
- 3 Committee on poverty reduction and social inclusion
- 4 Role of strategy in annual budget process
- 5 Annual report
- 6 Regulations
- 7 C.C.S.M. reference
- 8 Coming into force

## ANNEXE B

### LOI SUR LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

#### TABLE DES MATIÈRES

##### Article

- 1 Définitions
- 2 Stratégie de réduction de la pauvreté et d'inclusion sociale
- 3 Comité de réduction de la pauvreté et d'inclusion sociale
- 4 Incidence de la stratégie sur le processus budgétaire
- 5 Rapport annuel
- 6 Règlements
- 7 *Codification permanente*
- 8 Entrée en vigueur

## THE POVERTY REDUCTION STRATEGY ACT

### Definitions

1 The following definitions apply in this Act.

"**committee**" means the committee on poverty reduction and social inclusion established in section 3. (« comité »)

"**minister**", except in clause 3(1)(a), means the minister appointed by the Lieutenant Governor in Council to administer this Act. (« ministre »)

### Poverty reduction and social inclusion strategy

2(1) The government must

- (a) implement a long-term strategy to reduce poverty and increase social inclusion across Manitoba;
- (b) establish or adopt poverty and social inclusion indicators to be used in measuring the progress of the strategy; and
- (c) provide annual reports to the public on the progress of the strategy in accordance with subsection 5(4).

### Strategy to address multiple areas of need

2(2) The strategy must recognize that poverty has multiple causes, and be designed to address various needs, including the need for

- (a) quality, accessible education that develops knowledge and skills;
- (b) training that prepares persons for employment;
- (c) employment opportunities;
- (d) income supports for persons who are unable to fully participate in the labour market;
- (e) affordable housing;
- (f) supportive and safe communities; and
- (g) supports for strong and healthy families.

## LOI SUR LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

### Définitions

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« **comité** » Le Comité de réduction de la pauvreté et d'inclusion sociale établi en application de l'article 3. ("committee")

« **ministre** » S'entend, sauf à l'alinéa 3(1)a), du ministre chargé par le lieutenant-gouverneur en conseil de l'application de la présente loi. ("minister")

### Stratégie de réduction de la pauvreté et d'inclusion sociale

2(1) Le gouvernement met en œuvre une stratégie à long terme visant à réduire la pauvreté et à favoriser l'inclusion sociale à l'échelle provinciale. Il établit ou adopte à cet égard des indicateurs devant être utilisés aux fins de l'évaluation des progrès réalisés et met à la disposition du public des rapports annuels sur ces progrès conformément au paragraphe 5(4).

### Portée globale de la stratégie

2(2) La stratégie tient compte du fait que les causes de la pauvreté sont multiples et doit viser la réalisation des objectifs suivants :

- a) accès à un enseignement de qualité axé sur l'acquisition de connaissances et d'aptitudes;
- b) formation permettant l'intégration au marché du travail;
- c) offre de possibilités d'emplois;
- d) prestation d'aide au revenu à l'intention des personnes qui ne peuvent accéder pleinement au marché du travail;
- e) offre de logements à prix abordable;
- f) établissement de collectivités sûres privilégiant l'entraide;
- g) création d'un milieu familial sain et dynamique.

**Targeted strategy**

**2(3)** The strategy must

- (a) recognize that certain groups face a higher risk of poverty and social exclusion; and
- (b) ensure that programs and initiatives to reduce poverty and increase social inclusion are accessible to all persons who require them.

**Strategy to be co-ordinated**

**2(4)** The strategy must be designed to ensure that programs and initiatives to implement the strategy are co-ordinated across the government.

**Review**

**2(5)** The strategy must be reviewed and updated at least once every five years.

**Strategy to be publicly available**

**2(6)** The minister must ensure that a detailed description of the strategy is published on a government website.

**Committee on poverty reduction and social inclusion**

**3(1)** A committee on poverty reduction and social inclusion, which may be referred to as the "All Aboard Committee", is hereby established, and is to consist of

- (a) those ministers who are responsible for policies, programs or services that affect poverty reduction and social inclusion, as determined by the Lieutenant Governor in Council;
- (b) one member appointed by the Lieutenant Governor in Council from the members of the Premier's Advisory Council on Education, Poverty and Citizenship; and
- (c) three additional persons appointed by the Lieutenant Governor in Council, based on recommendations from the minister after consulting with the United Way of Winnipeg and any other groups that the minister considers appropriate for this purpose.

**Stratégie ciblée**

**2(3)** La stratégie tient compte du fait que certains groupes font face à des risques accrus de pauvreté et d'exclusion sociale et est conçue de manière à ce que les programmes et initiatives gouvernementaux visant à réduire ces risques soient accessibles aux groupes qu'ils visent.

**Coordination des programmes et des initiatives**

**2(4)** La stratégie est conçue de manière à ce que les initiatives et les programmes visant sa mise en œuvre soient coordonnés à l'échelle du gouvernement.

**Examen et mise à jour de la stratégie**

**2(5)** La stratégie est examinée et mise à jour au moins une fois tous les cinq ans.

**Publication de la stratégie**

**2(6)** Le ministre fait en sorte qu'une description détaillée de la stratégie soit publiée sur un site Web du gouvernement.

**Comité de réduction de la pauvreté et d'inclusion sociale**

**3(1)** Est établi le Comité de réduction de la pauvreté et d'inclusion sociale. Il est composé :

- a) des ministres chargés des lignes directrices, des programmes ou des services ayant une incidence sur la réduction de la pauvreté et l'inclusion sociale, selon ce que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil;
- b) d'un membre du Comité consultatif du premier ministre sur l'éducation, la pauvreté et la citoyenneté nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil;
- c) de trois autres personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux recommandations formulées par le ministre à la suite de ses consultations auprès de United Way of Winnipeg et de tout autre groupe qu'il juge indiqué.

### **Responsibilities**

**3(2)** The responsibilities of the committee include

- (a) reviewing and providing advice to the Executive Council on
  - (i) the content of the poverty reduction and social inclusion strategy,
  - (ii) poverty and social inclusion indicators, and
  - (iii) proposed programs, policies or initiatives;
- (b) monitoring the implementation of the strategy;
- (c) ensuring that programs, policies and initiatives of the government to reduce poverty and increase social inclusion are co-ordinated and consistent with the strategy; and
- (d) facilitating community involvement in the development and implementation of the strategy.

### **Co-chairs**

**3(3)** The Lieutenant Governor in Council is to designate two members of the committee as its co-chairs.

### **Meetings**

**3(4)** The committee is to meet at least four times each year, at the call of the co-chairs.

### **Role of strategy in annual budget process**

**4** For each fiscal year, the government must

- (a) take the poverty reduction and social inclusion strategy into account when preparing the budget for that fiscal year;
- (b) prepare a statement that
  - (i) summarizes the strategy and sets out the budget measures that are designed to implement the strategy, and
  - (ii) sets out the poverty reduction and social inclusion indicators prescribed by regulation that will be used to measure the progress of the strategy; and

### **Attributions**

**3(2)** Les attributions du comité consistent notamment :

- a) à examiner la stratégie de réduction de la pauvreté et d'inclusion sociale, les indicateurs permettant de mesurer l'efficacité de la stratégie ainsi que les lignes directrices, les initiatives et les programmes proposés et à formuler des recommandations à l'intention du Conseil exécutif sur ces questions;
- b) à surveiller la mise en œuvre de la stratégie;
- c) à faire en sorte que les programmes, les lignes directrices et les initiatives du gouvernement qui visent à réduire la pauvreté et à favoriser l'inclusion sociale soient coordonnés et conformes à la stratégie;
- d) à encourager la participation de la collectivité au moment de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie.

### **Coprésidents**

**3(3)** Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne deux membres du comité à titre de coprésidents.

### **Réunions**

**3(4)** Le comité se réunit au moins quatre fois par année sur convocation des coprésidents.

### **Incidence de la stratégie sur le processus budgétaire**

**4** Au cours de chaque exercice, le gouvernement :

- a) tient compte de sa stratégie de réduction de la pauvreté et d'inclusion sociale au moment de l'établissement du budget;
- b) rédige un énoncé :
  - (i) résumant la stratégie et faisant état des mesures budgétaires visant sa mise en œuvre,
  - (ii) indiquant les indicateurs de réduction de la pauvreté et d'inclusion sociale prescrits par règlement qui servent à mesurer les progrès réalisés en vue de la mise en œuvre de la stratégie;

(c) table the statement referred to in clause (b) in the Legislative Assembly at the time of tabling the budget for that fiscal year.

### **Annual report**

**5(1)** Within six months after the end of each fiscal year, the minister, in consultation with the committee, must prepare a report that

(a) reviews the implementation of the poverty reduction and social inclusion strategy for that year; and

(b) evaluates the progress of the strategy using the poverty reduction and social inclusion indicators prescribed by regulation.

### **Report to be tabled**

**5(2)** The minister must table the report in the Legislative Assembly upon completing the report or, if the Assembly is not sitting at that time, within 15 days after the next sitting begins.

### **Referral to standing committee**

**5(3)** When the report is tabled in the Assembly, it stands referred to the Standing Committee of the Assembly on Social and Economic Development. The committee must begin considering the report within 60 days after it is tabled in the Assembly.

### **Publication on website**

**5(4)** When the report has been tabled in the Assembly, the minister must ensure that the report is published on the website on which the description of the strategy is published under subsection 2(6).

### **Regulations**

**6** The Lieutenant Governor in Council may make regulations

(a) prescribing indicators of poverty reduction and social inclusion for the purposes of this Act;

(b) respecting any matter necessary or advisable to carry out the purposes of this Act.

c) dépose l'énoncé à l'Assemblée législative en même temps que le budget.

### **Rapport annuel**

**5(1)** Dans les six mois suivant la fin de l'exercice, le ministre dresse, de concert avec le comité, un rapport :

a) examinant la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté et d'inclusion sociale au cours de l'exercice écoulé;

b) évaluant les progrès réalisés en vue de la mise en œuvre de la stratégie au moyen des indicateurs de réduction de la pauvreté et d'inclusion sociale prescrits par règlement.

### **Dépôt du rapport annuel**

**5(2)** Le ministre dépose le rapport devant l'Assemblée dès qu'il est terminé ou, si elle ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs.

### **Renvoi**

**5(3)** Après son dépôt à l'Assemblée, le rapport est renvoyé d'office au Comité permanent du développement social et économique. Celui-ci en commence l'étude dans les 60 jours suivant le dépôt.

### **Publication sur un site Web**

**5(4)** Après son dépôt à l'Assemblée, le ministre fait en sorte que le rapport soit publié sur le même site Web que celui utilisé pour la publication de la description de la stratégie sous le régime du paragraphe 2(6).

### **Règlements**

**6** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) prescrire des indicateurs de réduction de la pauvreté et d'inclusion sociale pour l'application de la présente loi;

b) prendre toute autre mesure nécessaire ou utile pour l'application de la présente loi.

**C.C.S.M. reference**

7 This Act may be referred to as chapter P94.7 of the *Continuing Consolidation of the Statutes of Manitoba*.

**Coming into force**

8 This Act comes into force on the day it receives royal assent.

***Codification permanente***

7 La présente loi constitue le chapitre P94.7 de la *Codification permanente des lois du Manitoba*.

**Entrée en vigueur**

8 La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.